



## Conseil Economique et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1987/20  
22 janvier 1987

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-troisième session  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,  
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

### Exécutions sommaires ou arbitraires

Rapport présenté par M. S. Amos Wako, Rapporteur spécial,  
nommé en application de la résolution No 1986/36  
du Conseil économique et social, en date du 23 mai 1986

# TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction .....	1 - 6	3
I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL .....	7 - 65	4
A. Consultations .....	8	4
B. Communications .....	9 - 23	4
1. Demandes d'informations .....	9 - 12	4
2. Allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires .....	13 - 21	4
3. Visites de représentants de gouvernements	22 - 23	5
C. Appels urgents adressés à des gouvernements .	24 - 60	6
D. Auditions conjointes sur la situation en Afrique australe .....	61	11
E. Visite en Ouganda .....	62 - 65	11
II. SITUATIONS .....	66 - 166	12
III. ANALYSE DES PHENOMENES .....	167 - 234	29
A. Absence d'enquêtes, de poursuites ou de châtiment après des décès survenus dans des circonstances suspectes .....	171 - 181	29
B. Peines capitales prononcées à l'issue de procès menés sans garanties appropriées de protection du droit à la vie .....	182 - 197	31
C. Cas de pays dans lesquels la démocratie a été rétablie ou instaurée .....	198 - 234	34
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	235 - 249	40

## Annexes

- I. Auditions conjointes sur la situation en Afrique australe  
(4-15 août 1986)
- II. Visite en Ouganda (17-20 août 1986)

### Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 1986/36 du 23 mai 1986 du Conseil économique et social, intitulée "Exécutions sommaires ou arbitraires". Ce rapport est le cinquième du Rapporteur spécial, qui a été nommé pour la première fois en 1982, en application de la résolution 1982/35 du Conseil économique et social.

2. Dans ses quatre précédents rapports (E/CN.4/1983/16 et Add.1, E/CN.4/1984/29, E/CN.4/1984/17 et E/CN.4/1986/21), le Rapporteur spécial a traité de toute une série de questions relatives au phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires ainsi que des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires et des activités qu'il avait menées, notamment ses appels urgents aux gouvernements. Le mandat du Rapporteur spécial ayant été régulièrement reconduit par le Conseil économique et social, le rapporteur spécial a examiné la question sous différents aspects afin de présenter un tableau complet du phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires dans le monde contemporain.

3. On se souvient que dans son dernier rapport (E/CN.4/1986/21) le Rapporteur spécial a déclaré, que la communauté internationale devrait continuer à suivre le phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires et, en particulier, à trouver les moyens d'intervenir efficacement dans les situations où il y a imminence ou menace d'exécution sommaire ou arbitraire (par. 207), et qu'il était nécessaire d'élaborer des normes internationales propres à garantir que des enquêtes seront menées dans tous les cas de mort suspecte (par. 209). Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ont fait leur cette déclaration, respectivement dans les résolutions 1986/36 et 41/144 du 4 décembre 1986 intitulée "Exécutions sommaires ou arbitraires". Le Rapporteur spécial est heureux que son mandat prenne un caractère plus dynamique et qu'outre le diagnostic, il soit aussi envisagé de prescrire des mesures.

4. Conscient de cette évolution, le Rapporteur spécial a suivi la structure générale de son dernier rapport. Le présent rapport décrit des allégations d'exécutions effectives ou imminentes qui ont été dûment communiquées aux gouvernements concernés et contient un résumé de leurs réponses. Le Rapporteur spécial analyse ensuite, au chapitre III, le phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires sur la base des informations et des réponses reçues des gouvernements intéressés. Il appelle en particulier l'attention sur deux questions, dont on considère aujourd'hui qu'elles jouent un rôle déterminant dans les cas d'exécutions sommaires ou arbitraires : l'absence d'enquête, de poursuite et/ou de châtimeut en cas de décès survenant dans des circonstances suspectes et les condamnations à mort prononcées lors du procès au cours desquels le droit à la vie n'a pas été dûment protégé.

5. De plus, dans ce même chapitre III, le Rapporteur spécial analyse la situation dans plusieurs pays où de nombreuses exécutions sommaires ou arbitraires ont été signalées par le passé et où des gouvernements récemment mis en place se sont publiquement engagés à défendre les droits de l'homme, afin de déterminer les progrès, les obstacles et les besoins qui caractérisent ces situations.

6. Enfin, le Rapporteur spécial présente des conclusions et des recommandations fondées sur son analyse des informations disponibles et sur l'examen des mesures qui pourraient être prises dans le cadre de son mandat.

## I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL

7. Au cours de l'année écoulée, le Rapporteur spécial a mené, dans le cadre de son mandat, les activités ci-après.

### A. Consultations

8. Le Rapporteur spécial s'est rendu au Centre pour les droits de l'homme en juillet et en octobre 1986 pour des consultations, et une nouvelle fois en janvier 1987, pour mettre définitivement au point son rapport.

### B. Communications

#### 1. Demandes d'informations

9. Le 16 juin 1986, une note verbale a été envoyée aux gouvernements afin d'obtenir des informations en matière d'exécutions sommaires ou arbitraires. A la même date, une demande analogue a été adressée par lettre aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales, aux mouvements de libération et aux organisations non gouvernementales.

10. Au cours de son mandat actuel, le Rapporteur spécial a reçu des réponses des gouvernements des pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Bolivie, Danemark, Dominique, Iraq, Japon, Koweït, Madagascar, Mali, Niger, Philippines, Pologne, Suède, Tchad, Thaïlande, Venezuela et Yougoslavie.

11. Le Rapporteur spécial a également reçu des réponses de la Commission des communautés européennes, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et de l'Organisation des Etats américains.

12. Il a d'autre part reçu des communications des organisations non gouvernementales ci-après dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social : Amnesty International, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale de droit pénal, Commission des Eglises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Eglises, Commission internationale de juristes, Comité international de la Croix-Rouge, Communauté internationale Baha'ie, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération internationale des droits de l'homme, Fédération syndicale mondiale, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies et Pax Romana.

#### 2. Allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires

13. Le Rapporteur spécial a envoyé des lettres aux gouvernements concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires dans leur pays, le 9 juin 1986, des lettres ont été adressées à 12 gouvernements, le 25 juillet 1986 à un gouvernement, le 29 octobre 1986 à 10 gouvernements, le 31 octobre 1986 à un gouvernement et le 11 novembre 1986 à un gouvernement.

14. Le 10 juin 1986, des lettres ont été envoyées à 13 gouvernements qui n'avaient pas répondu aux lettres que le Rapporteur spécial leur avait adressées en 1985 ou antérieurement concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires dans leur pays. Dans ces lettres, le Rapporteur spécial demandait de nouveau des informations sur les prétendues exécutions sommaires ou arbitraires qui avaient déjà été portées à la connaissance de ces gouvernements.

15. Le 28 août 1986, des télégrammes ont été envoyés à 10 gouvernements auxquels des lettres avaient été adressées le 10 juin 1986 et qui n'avaient pas répondu, en les invitant une nouvelle fois à fournir des informations sur les allégations susmentionnées d'exécutions sommaires ou arbitraires.

16. Le 14 octobre 1986, des télégrammes ont été adressés à 12 gouvernements concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires qui avaient été portées à la connaissance de ces gouvernements au début de 1986, les invitant à fournir des informations à ce sujet.

17. En 1986, le Rapporteur spécial a fait part à 21 gouvernements au total d'allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires signalées dans leurs pays : Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Chili, Colombie, El Salvador, Ethiopie, Guatemala, Inde, Indonésie, Iran, République islamique d'Iraq, Libéria, Nicaragua, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Venezuela et Zimbabwe.

18. Au moment où le présent rapport a été établi, des réponses avaient été reçues des gouvernements des 11 pays suivants : Bangladesh, Chili, Colombie, Guatemala, Inde, Indonésie, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines et Venezuela.

19. Une réponse a aussi été reçue du Gouvernement du Bénin concernant des allégations communiquées à ce gouvernement en octobre 1984 et en janvier 1986. Les allégations en question et la réponse du gouvernement sont mentionnées aux paragraphes 72 à 75.

20. De plus, des renseignements ont été reçus du Gouvernement de Sri Lanka concernant l'évolution de la situation dans ce pays.

21. Les lettres du Rapporteur spécial et les réponses reçues sont résumées au chapitre II ci-après. Le texte intégral de ces communications peut être consulté dans les dossiers du secrétariat.

### 3. Visites de représentants de gouvernements

22. En octobre 1986 et/ou en janvier 1987, le Rapporteur spécial a reçu au Centre pour les droits de l'homme, à l'Office des Nations Unies à Genève, des représentants des Gouvernements de l'Afghanistan, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie et du Venezuela à la suite d'allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires portées à la connaissance de ces gouvernements en 1986 ou antérieurement.

23. De plus, le 7 janvier 1987, le représentant du Gouvernement de Sri Lanka a rendu visite au Rapporteur spécial, au Centre pour les droits de l'homme et lui a fait part de la situation actuelle à Sri Lanka et des efforts entrepris pour résoudre la crise.

C. Appels urgents adressés à des gouvernements

24. Durant son mandat, le Rapporteur spécial a reçu des informations signalant comme imminentes ou prévisibles des exécutions sommaires qui, à première vue, semblaient relever de son mandat. Le Rapporteur spécial a donc adressé d'urgence un télégramme (ou dans le cas du Chili, une lettre) aux gouvernements en cause en leur demandant des renseignements sur ces allégations. Il s'agissait des gouvernements des pays suivants : Bangladesh, Chili, Congo, Guinée-Bissau, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Lesotho, Pakistan, République islamique d'Iran, Somalie et Suriname. Des réponses ont été reçues des Gouvernements du Bangladesh, du Chili et du Pakistan.

25. Le 16 octobre 1986, des télégrammes ont été envoyés à six gouvernements qui n'avaient pas répondu aux messages que le Rapporteur spécial leur avait adressés en 1986 afin de réitérer la demande d'informations déjà formulée au sujet des cas pertinents.

26. On trouvera ci-après un résumé des messages envoyés et des réponses reçues. Le texte intégral de ces communications peut être consulté dans les dossiers du secrétariat.

Bangladesh

27. Un message a été envoyé le 26 juin 1986 au sujet d'une personne, prétendument âgée de moins de 18 ans, qui a été condamnée à mort le 23 juin 1985 par le tribunal militaire spécial de Dacca et dont le recours en grâce a ultérieurement été rejeté. Le Rapporteur spécial a adressé un message analogue concernant cette affaire au gouvernement le 10 décembre 1985 (voir E/CN.4/1986/21, par. 26 et 27). Il a demandé des informations sur les procédures de la Cour martiale spéciale dont les verdicts ne seraient pas susceptibles d'appel.

28. Selon les informations reçues ultérieurement, la personne en question a été exécutée le 27 février 1986.

29. Un message a été envoyé le 27 juin 1986 à propos de quatre personnes que la Cour martiale d'exception avait initialement condamnées à la prison à vie en janvier 1986, peine que la justice militaire a alourdie le 31 mai 1986 en la transformant en peine capitale.

30. Le 4 novembre 1986, la Mission permanente du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a informé le Rapporteur spécial que le principal responsable de l'application de la loi martiale avait commué en prison à vie la peine de mort prononcée à l'encontre des quatre personnes en question .

31. Un message a été envoyé le 21 juillet 1986 concernant trois personnes condamnées à mort par la Cour martiale d'exception, dont la condamnation avait été confirmée par le principal responsable de l'application de la loi martiale. Le Rapporteur spécial a demandé des informations sur les procédures de la Cour martiale, notamment sur le droit de faire appel devant une instance supérieure qui, semble-t-il, ne pourrait être exercé.

32. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse à ce dernier message n'avait été reçue du Gouvernement du Bangladesh.

### Chili

33. Un message a été envoyé par lettre datée du 1er octobre 1986 concernant le décès de quatre personnes qui avaient été enlevées par des hommes non identifiés immédiatement après la déclaration de l'état de siège, le 7 septembre 1986. Le Rapporteur spécial se disait inquiet pour la vie de ces personnes et, d'une manière générale, préoccupé par l'absence de protection du droit à la vie des individus dont la disparition était signalée et rappelait des situations analogues antérieures où des personnes qui avaient été emmenées en garde à vue dans des conditions similaires avaient finalement été retrouvées mortes. Le Rapporteur spécial demandait aussi des informations sur le résultat des enquêtes et sur les mesures prises pour protéger la vie des personnes.

34. Une réponse datée du 13 novembre 1986 a été reçue de la Mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Un résumé de cette communication est reproduit au chapitre II, paragraphes 84 et 85.

### Congo

35. Un message a été envoyé le 21 août 1986 concernant une personne qui aurait été condamnée à mort par la Cour révolutionnaire de justice de Brazzaville le 17 août 1986. Il était signalé que les procédures appliquées par la Cour ne prévoyaient pas le droit de faire appel devant une instance supérieure.

36. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement congolais.

### Guinée-Bissau

37. Un message a été adressé le 15 juillet 1986 concernant 12 personnes condamnées à mort par le tribunal militaire supérieur le 12 juillet 1986 et qui n'auraient pas bénéficié du droit de faire appel devant une instance supérieure.

38. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement de la Guinée-Bissau.

39. Il a été signalé ultérieurement que 6 des 12 personnes en question avaient été exécutées et que la peine de mort prononcée à l'encontre des 6 autres avait été commuée en prison à vie.

### République islamique d'Iran

40. Un message a été envoyé le 7 juillet 1986 concernant l'exécution, qui aurait été imminente, de cinq personnes dans la prison d'Evin à Téhéran, en violation des garanties prévues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques pour la protection du droit à la vie. Le Rapporteur spécial a exprimé des inquiétudes au sujet de l'exécution sans jugement de trois personnes qui aurait eu lieu le 4 mai 1986, à Téhéran, d'une autre personne, qui aurait eu lieu le 9 mai 1986 à Zahidan et d'une autre encore, le 10 juin 1986 à Téhéran, ainsi que de l'enlèvement et de l'assassinat dont

une personne aurait été victime dans la banlieue de Téhéran. Il a été signalé que toutes ces personnes appartenaient à la communauté Baha'ie. Le Rapporteur spécial a demandé des informations sur ces allégations et notamment sur les mesures adoptées en vue d'assurer un procès équitable.

41. Il a été indiqué ultérieurement que les cinq personnes en question devaient de nouveau passer en jugement.

42. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement de la République islamique d'Iran.

43. Un message a été adressé le 29 août 1986 concernant une personne condamnée à mort en 1985 et dont l'exécution aurait été imminente, le Conseil supérieur judiciaire ayant approuvé la condamnation. Le Rapporteur spécial a demandé des informations concernant ces allégations ainsi que sur le procès et les procédures, car le procès n'aurait pas été public.

44. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement de la République islamique d'Iran.

#### Koweït

45. Un message a été envoyé le 11 décembre 1986 concernant une personne qui aurait été condamnée à mort le 29 novembre 1986 par la Cour de sûreté de l'Etat, après un procès à huis clos, il n'aurait pas été possible de faire appel. Le Rapporteur spécial a demandé des informations sur ces allégations, ainsi que sur les bases légales de la procédure à huis clos et sur les garanties relatives aux droits des prévenus.

46. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement koweïtien.

#### Lesotho

47. Un message a été envoyé le 14 août 1986 concernant les activités des "vigilants" qui se sont soldées par la mort d'innocents au Lesotho, notamment la mort de trois personnes vers le 22 juillet 1986, à Maseru. Le Rapporteur spécial se disait inquiet pour la vie d'autres civils et demandait des informations sur les mesures prises pour protéger les personnes dont la vie pourrait être menacée par les activités des "vigilants" ainsi que sur celles qui étaient adoptées pour lutter contre ces activités et y mettre fin. Il demandait aussi des précisions sur les circonstances dans lesquelles les trois personnes mentionnées avaient trouvé la mort, sur les enquêtes qui avaient été menées pour identifier les responsables et sur les mesures que le gouvernement envisageait d'adopter, le cas échéant, à leur encontre. Les "vigilants" compteraient parmi leurs membres des éléments des forces de sécurité de l'Afrique du Sud et du Lesotho.

48. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune reprise n'avait été reçue du Gouvernement du Lesotho.



Jamahiriya arabe libyenne

49. Un message a été envoyé le 24 octobre 1986 concernant huit personnes qui seraient détenues à Benghazi et seraient sur le point d'être exécutées sans avoir été jugées par un tribunal. Le Rapporteur spécial a demandé que l'exécution soit reportée et s'est enquis également des procédures suivies, notamment lors du procès, et des moyens de recours existants.

50. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne.

Pakistan

51. Un message a été envoyé le 5 mars 1986 concernant quatre personnes qui auraient été condamnées à mort par le Tribunal militaire d'exception et dont la condamnation a été confirmée par le Président. Deux des quatre intéressés ont été condamnés à mort en février 1986 par le tribunal militaire d'exception No 62 de Multan, deux autres l'ont été le 3 mars 1986 par le tribunal militaire d'exception de Sukkur. Le Rapporteur spécial a demandé des précisions sur ces cas, notamment sur les procédures suivies par le tribunal militaire spécial qui ne prévoiraient pas le droit de faire appel devant une instance supérieure.

52. Par une réponse du Ministre des affaires étrangères reçue en juillet 1986, le Rapporteur spécial a été informé que les quatre personnes avaient été condamnées à mort conformément à la loi, qu'elles avaient eu toute possibilité de se défendre, que le droit de faire appel d'une condamnation à mort était prévu dans l'article 7 du décret de 1985 proclamant la loi martiale (Procédures en cours) \*/ et qu'en vertu de la Constitution pakistanaise le Président avait également le pouvoir de gracier, et d'accorder le sursis, ainsi que celui de réduire, de suspendre ou de commuer toute peine prononcée par un tribunal, une cour ou une autre instance, quels qu'ils soient.

Somalie

53. Un message a été envoyé le 26 février 1986 concernant une personne qui aurait été condamnée à mort par la Cour de sûreté de l'Etat à Hargeisa, en octobre 1984, et dont la condamnation à mort aurait été confirmée ultérieurement. Le Rapporteur spécial a demandé des informations concernant ce procès qui aurait été sommaire et à la suite duquel il n'aurait pas été possible de faire appel devant une instance supérieure.

---

\*/ Le Rapporteur spécial a reçu ultérieurement des informations relatives à cet article 7, qui se lit comme suit :

"1. Toute personne qui s'estime frappée injustement d'une condamnation prononcée par un tribunal militaire peut présenter un recours au Président, s'il s'agit d'une condamnation à mort ou à l'amputation d'une main...

2. Le Président ... peut annuler la procédure ou, sous réserve ou non de certaines conditions, accorder la grâce ou le sursis, réduire, commuer ou suspendre toute peine ou rejeter le recours..."

54. Au moment où le présent rapport a été établi, aucun renseignement n'avait été reçu du Gouvernement somali.

55. Il a été signalé par la suite que la personne en question a été exécutée dans la prison de Mandera vers le 19 mars 1986.

56. Un message a été envoyé le 4 juillet 1986 concernant quatre personnes qui auraient été condamnées à mort par la section régionale de la Cour de sûreté de l'Etat à Hargeisa, le 31 mai 1986, après un procès qui n'aurait duré que quelques heures. Le Rapporteur spécial a demandé des précisions sur les procédures de la Cour de sûreté de l'Etat, qui auraient été sommaires : les accusés n'auraient pas eu le droit d'être représentés par un conseil ni de la possibilité de faire appel devant une instance supérieure.

57. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement somali.

#### Suriname

58. Un message a été envoyé le 17 décembre 1986 concernant le décès, pendant les mois précédents, d'un grand nombre de personnes, dans des conditions qui donnaient à penser qu'il s'était produit de manière sommaire ou arbitraire et du fait d'actions de membres des forces armées, de la police ou de la milice populaire. Il a été fait état de huit incidents de ce genre. Le Rapporteur spécial s'est dit inquiet de l'absence de protection du droit à la vie des individus en général et a demandé des informations sur ces événements et sur les enquêtes entreprises à cet égard, notamment sur les résultats des autopsies, ainsi que sur les mesures adoptées, le cas échéant, par le gouvernement à l'encontre des responsables. Il s'est enquis des mesures prises par le gouvernement pour veiller à ce que l'action de membres des forces armées, de la police ou de la milice populaire ne fasse pas de victimes parmi la population civile.

59. De plus, le Rapporteur spécial a adressé, le 9 janvier 1987, une lettre au Gouvernement surinamais se référant à son message du 17 décembre 1986 et au rapport qu'il avait présenté à la Commission concernant la visite qu'il avait effectuée au Suriname en juillet 1984 sur l'invitation du gouvernement. Dans sa lettre, le Rapporteur spécial a rappelé les efforts dont il avait alors été informé et qui devaient permettre le retour à la démocratie, et le souhait particulier qui avait été exprimé d'empêcher à l'avenir toute exécution sommaire ou arbitraire. Le Rapporteur spécial a fait part des inquiétudes que lui causait l'évolution récente de la situation et s'est enquis des mesures envisagées pour instaurer un système qui permettrait de protéger et de respecter le droit à la vie. Il a demandé des informations sur les mesures prises dans ce sens et sur la suite donnée à son message du 17 décembre 1986.

60. Le Rapporteur spécial a informé le gouvernement qu'il était ouvert au contact et au dialogue.

D. Auditions conjointes sur la situation en Afrique australe

61. Le Rapporteur spécial, et les membres du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe se sont retrouvés à Lusaka, en Zambie, du 4 au 15 août 1986, pour y procéder à des auditions conjointes sur la situation en Afrique australe. Les informations obtenues au cours de ces auditions conjointes sont reproduites au chapitre I, section C (par. 47 et 48) et au chapitre II (par. 149 et 150), il est également fait état de ces auditions dans l'annexe I au présent rapport.

E. Visite en Ouganda

62. Outre ce qui précède, le Rapporteur spécial, dans le cadre de son mandat, s'est rendu en Ouganda du 17 au 20 août 1986, avec l'accord du gouvernement.

63. On se souvient que le Rapporteur spécial avait adressé des lettres au Gouvernement ougandais les 31 octobre 1984 et 25 juillet 1985, transmettant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires. Ces allégations étaient mentionnées dans le rapport du Rapporteur spécial à la quarante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1986/21, par. 94 et 95 et 142 et 143).

64. A la suite de la mise en place du gouvernement intérimaire par le Mouvement national de résistance, en janvier 1986, de la déclaration du Ministre des affaires étrangères devant la Commission des droits de l'homme, le 6 mars 1986, et de l'annonce, en mai 1986, de la création de la Commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a proposé, le 21 juillet 1986, de se rendre en Ouganda afin d'enquêter sur les allégations qui lui avaient été communiquées et de s'informer sur les fonctions et les activités de la Commission d'enquête.

65. Pendant sa visite en Ouganda, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec des représentants du gouvernement, des membres de la Commission d'enquête et d'autres personnes et s'est rendu là où s'étaient produits des événements relevant de son mandat. On trouvera ses conclusions au chapitre III, section C (par. 226 à 234) et un compte rendu de sa visite en Ouganda dans l'annexe II au présent rapport.

## II. SITUATIONS

66. Les renseignements reçus par le Rapporteur spécial pendant son mandat en cours comprennent des allégations faisant état d'exécutions ou de décès qui auraient pu se produire en l'absence des garanties visant à protéger le droit à la vie, qui sont énoncées dans différents instruments internationaux comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (articles 4, 6, 7, 9, 14 et 15), l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus (résolution 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977 du Conseil économique et social), le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois (résolution 34/169 du 17 décembre 1979 de l'Assemblée générale) et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 39/46 du 10 décembre 1984 de l'Assemblée générale), ainsi que dans les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984.

67. Les informations en question avaient trait en général à des allégations concernant :

a) Des exécutions effectives ou imminentes :

- i) Sans jugement;
- ii) Avec jugement, mais sans les garanties visant à protéger les droits de l'accusé conformément aux termes de l'article 14 du Pacte susmentionné;

b) Des décès qui se sont produits :

- i) Par suite de torture ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants au cours de la détention;
- ii) Par suite de l'emploi abusif de la force par la police, l'armée ou toute autre force gouvernementale ou paragouvernementale;
- iii) Par suite de violences commises par des groupes paramilitaires sous contrôle officiel;
- iv) Par suite de violences commises par des groupes opposés au gouvernement ou échappant à son contrôle.

Bangladesh

68. Le 29 octobre 1986, une lettre a été adressée au Gouvernement du Bangladesh pour lui communiquer des informations selon lesquelles des membres des tribus autochtones des Chittagong Hill Tracts seraient décédés ces dernières années à la suite d'actions menées dans la région par des individus étrangers à ces tribus, sur l'instigation ou avec la complicité d'agents des forces de l'ordre et, dans certains cas, avec leur participation directe. Trois incidents de ce type signalés au Rapporteur spécial en 1986 étaient cités à titre d'exemple.

69. Le Rapporteur spécial s'est référé au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et, dans la mesure où les décès signalés seraient survenus à la suite d'actes imputables à la police et aux forces armées, au Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, le Rapporteur spécial s'est enquis des mesures adoptées pour veiller à ce que le droit à la vie soit suffisamment protégé et a notamment demandé des précisions sur les décès signalés, en particulier sur les circonstances dans lesquelles ils se seraient produits, sur les enquêtes dont ils auraient fait l'objet et sur les mesures adoptées à l'encontre des responsables.

70. Le 26 novembre 1986, une réponse a été reçue de la mission permanente du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies à Genève concernant les trois incidents que le Rapporteur spécial avait portés à l'attention du Gouvernement bangladaise.

71. Selon les auteurs de cette lettre, la description donnée des incidents en question n'était pas exacte, dans ce sens que ceux-ci s'étaient produits alors qu'un groupe d'autochtones attaquait des colons locaux, tuant plusieurs personnes. Dans deux des trois incidents, les colons avaient exercé des représailles, ce qui avait entraîné des actes de violence. Le calme avait finalement été rétabli par les forces de l'ordre. Dans la région de Khagrachari-Panchari, fortement peuplée tant par des groupes autochtones que par des colons, les forces de sécurité, trop peu nombreuses, n'avaient pas réussi à maîtriser la situation et les deux groupes s'étaient affrontés pendant deux jours. Ce n'est qu'au prix de très grandes difficultés que les forces de sécurité avaient pu ramener le calme.

#### Bénin

72. Le 31 octobre 1984, une lettre a été adressée au Gouvernement de la République populaire du Bénin l'informant d'allégations concernant huit décès survenus en cours de détention dans la prison centrale de Cotonou, entre la mi-1983 et février 1984 et en mai 1984. Ces décès auraient été dus à l'insalubrité de la prison et au refus des autorités pénitentiaires d'autoriser les détenus à recevoir des soins médicaux.

73. Se référant au paragraphe 1 de l'article 6 et à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi qu'à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, le Rapporteur spécial a demandé des informations sur ces allégations, notamment sur les garanties prévues et appliquées en vue de prévenir les décès en cours de détention. En réponse à une demande du gouvernement, le Rapporteur spécial a communiqué, le 29 janvier 1986, de nouveaux renseignements concernant les cas susmentionnés.

74. Le 8 décembre 1986, une réponse a été reçue du représentant permanent de la République populaire du Bénin auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, indiquant que le gouvernement avait mené une enquête sur les huit cas : deux décès étaient dus à une avitaminose et au mauvais état de santé général des intéressés, trois, à une diarrhée survenant après des vomissements, deux à des causes inconnues. Un cas n'a pu être élucidé. Il a été souligné que les cas susmentionnés ne pouvaient être considérés comme des violations délibérées par l'Etat du droit à la vie, tel qu'il est énoncé dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

75. Il a été indiqué en outre qu'étant donné, d'une part, l'augmentation régulière du nombre de détenus en raison de l'aggravation de la criminalité et, de l'autre, les ressources limitées dont disposait l'administration pénitentiaire, il restait beaucoup à faire pour protéger la santé des détenus. Il semblait que les autorités concernées menaient une enquête approfondie en vue d'améliorer les conditions de vie et la situation sanitaire dans les prisons, notamment par des projets concernant la création de colonies pénitentiaires dans chaque province du pays.

#### Brésil

76. Le 29 octobre 1986, une lettre a été adressée au Gouvernement brésilien, indiquant qu'un certain nombre d'ouvriers agricoles, d'exploitants agricoles et de bergers auraient été tués par des individus engagés à cette fin, comme cela s'était déjà produit au cours des années précédentes (voir E/CN.4/1986/21, par. 66 et 67). Dans plusieurs cas, les forces de police locale auraient participé aux opérations. Ces incidents se sont produits dans le cadre de litiges fonciers dans plusieurs régions du pays. Selon un rapport officiel intitulé "Conflitos da Terra" (Litiges fonciers), publié en février 1986 par le Ministère de la réforme agraire et du développement, 261 personnes auraient été tuées en 1985 dans le cadre de ces litiges. Au nombre des victimes figuraient 188 exploitants ou ouvriers agricoles, 14 syndicalistes, 8 Indiens, 4 hommes de loi, 1 prêtre, 2 personnes travaillant au service de l'église et 28 autres personnes décrites comme étant des "propriétaires fonciers ou des personnes se faisant passer pour tels, et des pistoleiros (bandits)". Le nombre des victimes serait en fait plus élevé. Le Ministère de la réforme agraire et du développement (MIRAD) a annoncé, le 13 juin 1986, qu'il avait reçu, entre janvier et mi-juin 1986, des rapports faisant état de 125 décès survenus à l'occasion de différends concernant la propriété foncière.

77. Le Rapporteur spécial a donc demandé des informations sur les mesures prises par le gouvernement pour protéger le droit à la vie des individus, notamment à la suite de la publication du rapport du Ministère de la réforme agraire et du développement.

78. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement brésilien.

#### Chili

79. Le 1er octobre 1986, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au représentant permanent du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève concernant quatre décès qui seraient survenus immédiatement après la proclamation de l'état de siège, le 7 septembre 1986.

80. Le 29 octobre 1986, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au représentant permanent du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, se référant aux rapports établis par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Chili, notamment, au document A/40/647 présenté à la quarantième session de l'Assemblée générale et au document E/CN.4/1986/2 soumis à la quarante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme. Des cas qui concerneraient le droit à la vie étaient mentionnés dans ces deux rapports (A/40/647, annexe III, additif I, p. 29 à 31, E/CN.4/1986/2, chapitre III, section A, p. 30 à 48).

81. Le Rapporteur spécial a pris note du fait que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Chili avait reçu ultérieurement des informations du Gouvernement chilien concernant les cas susmentionnés (A/41/523).

82. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial se référerait en outre au rapport présenté par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Chili (A/41/719) à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, où il était fait état de plusieurs autres cas qui concerneraient le droit à la vie, ainsi qu'aux cas mentionnés dans sa lettre du 1er octobre 1986.

83. Le Rapporteur spécial s'est enquis des mesures prises pour veiller à ce que le droit à la vie soit dûment protégé et a notamment demandé des précisions sur les décès signalés, les conditions dans lesquelles ils se sont produits, les enquêtes menées pour identifier les responsables et les mesures prises à leur encontre.

84. Le 13 novembre 1986, une lettre a été reçue de la mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, elle transmettait une réponse et se référerait à des informations concernant la situation des droits de l'homme au Chili, notamment les cas mentionnés plus haut, qui avaient été portées à la connaissance du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Chili, de l'avis du Gouvernement chilien, il ne convenait pas que plus d'un rapporteur spécial de la même Commission traite d'une même situation.

85. En ce qui concerne les quatre personnes évoquées dans la lettre du 1er octobre 1986, qui ont été enlevées, puis assassinées, le Gouvernement chilien a indiqué qu'il condamnait énergiquement la pratique des crimes politiques et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent. Conformément à la recommandation du Comité consultatif sur les droits de l'homme du Ministère de l'intérieur, le gouvernement avait décidé de constituer une équipe spéciale de la police civile, placée sous la responsabilité directe des tribunaux instruisant les affaires pertinentes, pour enquêter sur ces crimes. Les enquêtes concernant les quatre affaires en étaient déjà à un stade avancé et, étant donné le lien existant entre elles, il était possible que trois d'entre elles au moins fassent l'objet d'un même procès. Les enquêtes en étaient actuellement au stade de l'instruction.

#### Colombie

86. Le 9 juin 1986, une lettre a été adressée au Gouvernement colombien pour lui faire part d'allégations concernant cinq décès survenus entre novembre 1985 et avril 1986. Les victimes étaient trois personnes qui auraient été liées au Mouvement M-19, le vice-président d'une association d'exploitants agricoles et un membre d'une organisation de parents de personnes disparues. Les forces de sécurité seraient impliquées dans ces décès. L'un des cinq cas concernait un membre du Mouvement M-19 qui aurait été tué lorsque le mouvement a occupé, en novembre 1985, les locaux de la Cour suprême, mais qui était en vie lorsqu'il avait été emmené hors de l'édifice.

87. Se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, le Rapporteur spécial a demandé des informations sur les règlements et les pratiques concernant le comportement des agents des forces de sécurité et des membres des forces armées en vue de protéger efficacement le droit à la vie des individus.

88. Le 13 août 1986, une réponse a été reçue du Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, transmettant le rapport d'un tribunal d'enquête spécial sur les événements qui s'étaient déroulés les 6 et 7 novembre 1985, à Bogota, dans les bâtiments de la Cour suprême. Selon les conclusions du tribunal spécial, le groupe connu sous le nom de "Mouvement du dix-neuf avril" (M-19) était l'unique responsable de l'attaque et de l'occupation de ces bâtiments, qui avaient fait 88 victimes et de nombreux blessés. Le tribunal spécial a conclu que l'intervention des forces de sécurité, qu'avait ordonnée le Président de la République pour mettre fin à l'occupation et libérer les otages, était nécessaire et appropriée. Toutefois, il y avait eu plusieurs cas isolés d'irrégularités commises par certains membres des forces de sécurité, en contravention des ordres de leurs supérieurs. Ces cas concernaient notamment la mort ou la disparition inexpliquée de six des attaquants qui auraient été emmenés vivants hors des bâtiments de la Cour suprême, à la fin de l'intervention de l'armée. Le tribunal spécial a recommandé que les enquêtes sur ces cas soient poursuivies afin d'identifier les responsables.

89. En ce qui concerne les quatre autres cas mentionnés au paragraphe 86, le Représentant permanent de la Colombie a transmis, le 13 décembre 1986, des informations du Bureau du procureur selon lesquelles l'enquête se poursuivait, ainsi qu'un rapport du Procureur militaire concernant l'un des quatre cas et selon lequel, après une enquête préliminaire du Procureur militaire, l'enquête officielle menée en vue d'adopter des mesures disciplinaires à l'encontre des membres des forces armées qui auraient été impliqués dans le décès d'une personne avait été suspendue.

90. Le 29 octobre 1986, le Rapporteur spécial a adressé une lettre au Gouvernement colombien lui demandant, compte tenu du rapport sur l'enquête menée à la suite des incidents survenus les 6 et 7 novembre 1985 à la Cour suprême, des informations sur les mesures que le gouvernement pouvait avoir adoptées à l'encontre des responsables.

91. Dans la même lettre, le Rapporteur spécial s'est référé aux allégations concernant l'assassinat de plusieurs centaines de Colombiens (dont plus de 350 à Cali) pendant la période allant de janvier à juin 1986, dont les auteurs seraient des membres des forces armées régulières et de la police et des hommes armés non identifiés. De plus, 13 cas d'exécutions sommaires ou arbitraires, qui auraient eu lieu entre mars et avril 1986, ont été signalés. Les forces de sécurité ou des personnes placées sous leur responsabilité seraient impliquées dans ces décès. Les victimes appartenaient à divers groupes politiques et sociaux.

92. Le Rapporteur spécial a demandé des précisions sur les décès signalés, notamment sur les circonstances dans lesquelles ils s'étaient produits, sur les enquêtes éventuellement entreprises pour identifier les responsables et sur les mesures adoptées, le cas échéant, par le gouvernement à leur encontre.



93. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement colombien à la lettre du 29 octobre 1986.

#### El Salvador

94. Le 9 juin 1986, une lettre a été adressée au Gouvernement salvadorien afin de lui faire part des allégations suivantes : en 1985 et au début de 1986, les disparitions forcées et les exécutions sommaires ou arbitraires de civils se seraient poursuivies en El Salvador, les victimes en seraient surtout des syndicalistes, mais il y aurait aussi eu parmi elles des étudiants et des travailleurs. Les enlèvements et les assassinats étaient le plus souvent perpétrés par des hommes en civil soupçonnés d'appartenir aux "escadrons de la mort", qui seraient composés d'agents des forces de sécurité agissant sous les ordres de militaires.

95. Se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Rapporteur spécial a demandé des informations sur les garanties légales ou administratives envisagées pour protéger le droit à la vie, notamment sur les mesures adoptées en vertu de la loi afin d'identifier les auteurs de ces actes et de déterminer la procédure à suivre pour les juger.

96. Le 29 octobre 1986, une lettre a été adressée au Gouvernement salvadorien portant à son attention plusieurs cas nouveaux d'assassinats qui auraient été perpétrés en 1986 par des membres des forces armées, ainsi que d'assassinats perpétrés par des groupes paramilitaires qui auraient été armés et aidés par des membres des forces armées.

97. Se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, le Rapporteur spécial s'est enquis des mesures prises par le gouvernement et a notamment demandé des précisions sur les décès signalés, sur les circonstances dans lesquelles ils s'étaient produits, sur les enquêtes menées à leur propos et sur les mesures éventuellement prises par le gouvernement à l'encontre des responsables.

98. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement salvadorien.

#### Ethiopie

99. Le 29 octobre 1986, une lettre a été adressée au Gouvernement éthiopien transmettant des allégations concernant des exécutions de détenus sans jugement, notamment de 15 personnes qui auraient été membres du Front de libération du peuple érythréen (Eritrean People's Liberation Front (EPLF)) en janvier 1985 et de plusieurs autres, en octobre 1985. De même, une quarantaine de prisonniers soupçonnés d'être liés avec le Front de libération Oromo (Oromo Liberation Front (OLF)) auraient été exécutés sans jugement les 10 et 16 février 1985.

100. Se référant au paragraphe 1 de l'article 6 et à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Rapporteur spécial a demandé des informations sur les bases légales de ces exécutions.

101. Au moment où le présent rapport a été établi, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement éthiopien.

#### Guatemala

102. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement guatémaltèque une lettre transmettant des allégations selon lesquelles il y aurait eu de nouvelles exécutions sommaires ou arbitraires au Guatemala, dans la seconde moitié de 1985. La plupart des victimes auraient été tuées par des hommes non identifiés, liés aux forces de sécurité, ou enlevées sans laisser de traces. En outre, après l'élection du gouvernement civil en décembre 1985, on avait signalé plusieurs autres cas d'exécutions sommaires ou arbitraires.

103. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a demandé des renseignements sur les garanties juridiques ou administratives prévues pour protéger le droit à la vie et, en particulier, sur les mesures prises aux termes de la loi pour déterminer l'identité des coupables ainsi que sur la procédure à suivre pour les traduire en justice.

104. Le 28 octobre 1986, le représentant permanent du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a présenté au Rapporteur spécial copie de la décision du 30 mai 1986 par laquelle la Cour suprême désignait un juge chargé d'enquêter sur les cas de personnes disparues, copie des requêtes en habeas corpus présentées par des groupes non gouvernementaux au nom des disparus, et copie de diverses décisions et mesures prises par les organes judiciaires ainsi que d'un rapport relatif à l'enquête judiciaire. Le Rapporteur spécial a aussi reçu le texte de la Loi de la Commission du Congrès sur les droits de l'homme.

105. Le représentant permanent a par ailleurs expliqué certaines des difficultés que rencontrait son gouvernement :

- a) Manque de coopération de la part des familles de disparus ou de personnes qui auraient été assassinées. Les familles craignaient qu'en fournissant des renseignements aux autorités, y compris aux juges d'instruction, elles ne s'attirent des représailles. De ce fait, les juges ne disposaient pas des renseignements voulus pour prendre les mesures qui s'imposaient,
- b) Lorsque le nouveau gouvernement avait pris les rênes du pouvoir, les forces de police n'avaient à leur disposition dans tout le pays que vingt voitures de reconnaissance en état de marche. Plus de 200 véhicules étaient hors d'usage. Aussi la police n'avait-elle ni la capacité, ni les moyens, ni l'organisation nécessaires pour enquêter sur tous les cas d'assassinats,
- c) D'anciens membres des forces armées, appartenant soit à l'extrême droite soit à l'extrême gauche, avaient pris le large et visaient à déstabiliser le gouvernement.

106. Au cours de sa rencontre avec le représentant permanent, le Rapporteur spécial a transmis à celui-ci une liste de 47 nouveaux cas d'exécutions qui auraient eu lieu en mars et avril 1986 et il a demandé des précisions à ce sujet. Le représentant permanent devait communiquer cette liste à son gouvernement en vue d'une enquête.

#### Inde

107. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement indien une lettre où il était dit qu'en 1985 plusieurs personnes seraient mortes dans divers Etats, alors qu'elles étaient sous la garde de la police. Dans certains cas, les autorités n'auraient pas effectué d'enquête. En outre, dans presque tous les cas, on n'avait pu, faute de preuves suffisantes, poursuivre et châtier les coupables. Par ailleurs, la Cour suprême de l'Inde avait appelé l'attention sur le fait que des agents de la police responsables de la mort de personnes sous leur garde n'avaient pas été poursuivis, ce qui avait amené la Commission juridique indienne à présenter, le 14 juin 1985, une proposition tendant à modifier la loi sur la preuve.

108. Le Rapporteur spécial, se référant à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, a demandé des renseignements sur les garanties envisagées et appliquées pour empêcher les cas de mort en détention et, en particulier, sur les mesures prises aux termes de la loi pour déterminer l'identité des coupables, ainsi que sur la procédure suivie pour traduire ceux-ci en justice.

109. Le 30 octobre 1986, un représentant du Gouvernement indien a rendu visite au Rapporteur spécial et lui a transmis une note concernant la mort de détenus. D'après cette note, la loi autorise les officiers de police à ne faire usage que du minimum de force nécessaire pour répondre à une situation donnée. Ils ne doivent pas causer la mort lors d'une arrestation, même si la personne visée résiste ou tente de s'échapper, à moins qu'il ne s'agisse de quelqu'un qui est accusé d'un délit entraînant la peine de mort ou l'emprisonnement à vie. Tout recours illégal à la force fait l'objet d'une enquête et, si les responsabilités de l'agent sont établies, est sévèrement puni. Par ailleurs, s'il y a décès sous la garde de la police, un magistrat est chargé d'effectuer une enquête indépendante pour en déterminer la cause (section 176 du Code indien de procédure pénale). A ce propos, la Commission de la police nationale aurait recommandé la tenue obligatoire d'une enquête judiciaire dans les cas suivants : i) mort ou blessures graves infligées en cours de détention, ii) mort de deux ou plusieurs personnes résultant de la dispersion par la police d'un rassemblement illégal.

110. La note contenait aussi des renseignements sur l'un des cas signalés par le Rapporteur spécial : l'instruction de l'affaire avait révélé que rien n'autorisait à penser que l'organe chargé de l'enquête était en cause. Un magistrat qui avait effectué une enquête indépendante était arrivé à la même conclusion.

111. Le 8 janvier 1987, le Rapporteur spécial a eu la visite de représentants du Gouvernement indien qui lui ont transmis une note concernant un autre des cas qu'il avait signalés, celui d'une personne tuée par la police alors que, armée, elle résistait à une arrestation. L'intéressé avait blessé trois agents de police, dont deux étaient morts par la suite, et était lui-même décédé six jours plus tard dans un hôpital, des suites d'une intervention chirurgicale.

#### Indonésie

112. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement indonésien une lettre concernant plusieurs personnes qui auraient été tuées en 1985, alors qu'elles se trouvaient dans les locaux de la police après avoir été arrêtées pour infractions pénales.

113. Le Rapporteur spécial, se référant à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, a demandé des renseignements sur les garanties envisagées et appliquées pour empêcher la mort en détention, en particulier sur les mesures prises aux termes de la loi pour déterminer l'identité des coupables ainsi que sur les procédures suivies pour traduire ceux-ci en justice.

114. Le 30 octobre 1986, le représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rencontré le Rapporteur spécial et lui a transmis une note où il était précisé que, dans un cas, trois personnes avaient été tuées alors qu'elles offraient une résistance armée à ceux qui tentaient de les arrêter, et après un coup de semonce de ceux-ci, dans l'autre cas signalé, la personne visée était morte des graves blessures que lui avait infligées une foule en colère.

#### Iran (République islamique d')

115. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement de la République islamique d'Iran une lettre posant que plusieurs centaines de personnes avaient été exécutées dans diverses régions du pays au cours de la seconde moitié de 1985 et au début de 1986. On aurait procédé à nombre de ces exécutions dans le secret et parmi leurs auteurs se trouveraient du personnel pénitentiaire et des "pasdaran" (gardes révolutionnaires). On avait signalé au Rapporteur spécial plus de 300 exécutions sommaires ou arbitraires. Il en était parlé dans la lettre, où étaient aussi relatés d'autres cas d'exécutions sommaires.

116. Le Rapporteur spécial, se reportant au paragraphe 1 de l'article 6 et à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a demandé des précisions sur les fondements juridiques autorisant ces exécutions.

117. Lors de l'établissement du présent rapport, le Gouvernement de la République islamique d'Iran n'avait pas fait parvenir de réponse.

#### Iraq

118. Le 29 octobre 1986 a été adressée au Gouvernement iraquien une lettre où il était dit que, en septembre et octobre 1985, quelque 200 personnes, des Kurdes, apparemment, avaient été tuées dans le nord de l'Iraq. Certaines auraient été exécutées sans procès, d'autres tuées au cours de manifestations, d'autres encore auraient été torturées à mort par les forces de sécurité. De plus, il y aurait eu, en 1986, deux exécutions, dans le nord du pays également.

119. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 et aux articles 7 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi qu'au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, a demandé des renseignements détaillés sur ces morts, y compris sur les circonstances dans lesquelles elles s'étaient produites. Il a demandé à savoir si des enquêtes avaient été effectuées pour identifier les coupables et, le cas échéant, quelles étaient les mesures que le gouvernement avait prises contre eux.

120. Lors de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement iraquien.

#### Libéria

121. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement libérien une lettre où il était question de la mort de quelque 600 personnes que les forces gouvernementales avaient exécutées sans autre forme de procès, à la suite d'une tentative de coup d'Etat. Parmi les victimes, qui étaient pour la plupart des civils innocents, se trouvaient toutefois des militaires. Ces exécutions se seraient accompagnées parfois d'actes de brutalité sauvage - castration, mutilations et écartèlement, entre autres. L'une des victimes civiles serait Charles Gbenyan, rédacteur en chef de la station de télévision d'Etat, tué au palais présidentiel, à Monrovia.

122. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, a demandé des renseignements sur le règlement et les pratiques imposés aux agents de la force publique et aux militaires, y compris lorsqu'il y a état d'urgence, pour assurer la protection adéquate du droit à la vie de chacun.

123. Lors de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement libérien.

#### Nicaragua

124. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement nicaraguayen une lettre portant sur le cas d'un fermier qui, en novembre 1985, avait été arrêté par la police à son domicile en même temps qu'un sien parent et que l'on avait retrouvé mort dans le voisinage, peu de temps après.

125. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, a demandé des renseignements sur le règlement et les pratiques imposés aux agents de la force publique et aux militaires pour assurer la protection adéquate du droit à la vie de chacun.

126. Lors de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement nicaraguayen.

#### Pakistan

127. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement pakistanais une lettre transmettant des allégations selon lesquelles, depuis décembre 1985, un certain nombre de personnes avaient été condamnées à mort par des tribunaux militaires d'exception, dans plusieurs régions du pays. Les procédures suivies n'auraient pas offert certaines garanties juridiques de nature à protéger les défendeurs, comme le droit à disposer de temps et de moyens suffisants pour préparer leur défense et communiquer avec un avocat de leur choix et, en particulier, le droit de former un recours devant une juridiction supérieure. En outre, les enquêtes préliminaires effectuées par la police et le parquet auraient été partiales. La situation était illustrée par le fait que les tribunaux militaires d'exception avaient prononcé 30 sentences de mort.

128. Le Rapporteur spécial, se référant aux paragraphes 1, 3 b) et g) et 5 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a demandé des renseignements touchant ces allégations.

129. Le 16 octobre 1986 a été reçue une réponse de la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève : il était faux que, dans certaines affaires jugées par les tribunaux militaires, les garanties visées n'avaient pas joué adéquatement ou que la procédure suivie n'en avait pas tenu compte. Il était souligné en particulier que les décisions prises par les tribunaux militaires, à différents niveaux, étaient examinées par des juristes et qu'un recours pouvait être présenté auprès du gouverneur de la province ou du Chef de l'Etat. Il était précisé que les tribunaux militaires étaient composés de trois membres, dont un magistrat civil et que la peine de mort ne pouvait être prononcée que moyennant l'accord unanime des trois membres du tribunal. La loi martiale avait été levée le 30 décembre 1985 et, à ce moment-là, on avait aboli les tribunaux militaires. Les affaires en suspens avaient été renvoyées aux tribunaux criminels ordinaires. Des détails étaient fournis à propos des affaires signalées par le Rapporteur spécial. Il y avait eu, dans la plupart des cas, des demandes de clémence.

#### Panama

130. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement panaméen une lettre se rapportant à un ancien vice-ministre de la santé qui, le 13 septembre 1985 et en la présence de nombreux témoins, avait été arrêté par des membres des forces de sécurité panaméennes, alors qu'il franchissait la frontière séparant le Costa Rica du Panama. On avait retrouvé quelques jours plus tard au Costa Rica, tout près de la frontière panaméenne, son corps décapité et portant la marque de tortures.

131. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, a demandé des renseignements sur le règlement et les pratiques imposés aux agents de la force publique et aux militaires pour assurer la protection adéquate du droit à la vie de chacun.

132. Lors de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement panaméen.

#### Paraguay

133. Le 29 octobre 1986 a été adressée au Gouvernement paraguayen une lettre se référant à une affaire survenue en avril 1986. Un étudiant était mort après avoir été frappé par des hommes en civil à proximité de l'Estado Mayor (Haut commandement de l'armée) et du Regimiento Escolta Presidencial (Régiment de la garde présidentielle), à Asunción. D'après les rapports de police, la décès était dû aux suites d'un accident de la route, or, une autopsie préliminaire avait révélé des marques de torture et une blessure à la tête causée par une balle provenant d'une arme de 22 mm de calibre.

134. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a demandé des renseignements détaillés sur cette affaire, y compris les circonstances de la mort. Il a aussi demandé si une enquête avait été effectuée pour établir les responsabilités et quelles étaient, le cas échéant, les mesures que le gouvernement avait prises à l'encontre des coupables.

135. Le 5 décembre 1986 a été reçue une réponse du représentant permanent du Paraguay auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Il y était dit que l'affaire faisait l'objet d'une enquête judiciaire et que, dès que possible, d'autres renseignements seraient communiqués.

#### Pérou

136. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement péruvien une lettre faisant état du fait que, le 27 août 1985, une unité militaire avait tué dans les villes d'Umaru et de Bellavista 63 personnes, dont 35 enfants, après les avoir contraintes à sortir de leurs maisons. On les avait enterrées dans des fosses communes qu'avait retrouvées une commission parlementaire d'établissement des faits, dont le rapport avait été porté à la connaissance du Rapporteur spécial.

137. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois, a demandé des renseignements sur le règlement et les pratiques imposés aux agents de la force publique et aux militaires pour assurer une protection adéquate du droit à la vie de chacun.

138. Le 5 septembre 1986 a été reçue du représentant permanent du Pérou une réponse disant que plainte avait été déposée auprès du juge d'instruction de Cangallo contre le chef militaire et politique de la sous-zone d'urgence, stationné à Cangallo, pour délits commis contre la vie, la personne et la santé (homicide) d'habitants d'Umaru, de Bellavista et du voisinage et qu'une enquête en bonne et due forme avait été lancée.

139. Le 10 décembre 1986 a été reçue une nouvelle réponse du représentant permanent du Pérou, qui transmettait les renseignements demandés sur le règlement régissant la conduite des membres des forces armées et des organes chargés de faire respecter la loi.

140. La Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a aussi adressé au Rapporteur spécial plusieurs lettres lui transmettant le texte de communiqués et de déclarations où figuraient des renseignements sur ce qui s'était produit les 18 et 19 juin 1986 dans les prisons de Frontón, Luriganchó et Santa Bárbara, à Lima, à la suite d'une mutinerie et de l'intervention des forces armées. Quelque 200 personnes avaient trouvé la mort. Face aux allégations de recours abusif à la force pour réprimer la mutinerie, le gouvernement avait demandé au commandement interarmées d'ordonner une enquête. Les organes législatifs et le Procureur général avaient eux aussi été priés d'enquêter sur les faits. Le Président de la République avait dit, dans une déclaration du 24 juin 1986, qu'il avait donné l'ordre d'incarcérer et de traduire en justice les commandants, officiers et soldats de la Garde républicaine qui avaient exécuté les prisonniers après leur reddition. On avait appris par la suite que 15 officiers et 80 soldats de la Garde républicaine avaient été détenus dans l'attente du jugement.

141. La Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a informé par ailleurs le Rapporteur spécial de deux décisions prises par le gouvernement et datées du 6 septembre 1986. Elles avaient trait à la suppression de la Commission de la paix et à la création d'un Conseil national des droits de l'homme.

142. Le 22 décembre 1986, le représentant permanent du Pérou a transmis le texte de la Décision ministérielle No 320.1-86JUS, rendue par le Ministre de la justice le 5 décembre 1986 et établissant le règlement et les fonctions du Conseil national des droits de l'homme.

143. Par ailleurs, le 11 novembre 1986, une lettre a été adressée au Gouvernement péruvien à propos de la mort, le 17 septembre 1986, de 11 paysans et de deux personnes non identifiées, qui étaient vraisemblablement des militants du Sendero Luminoso et qui auraient été tués par des "sinchis" (membres de l'unité antiterroriste de la Garde civile).

144. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois a demandé des renseignements détaillés sur les morts signalées, y compris sur les circonstances dans lesquelles elles s'étaient produites. Il a aussi demandé si une enquête avait été effectuée pour établir les responsabilités et quelles étaient, le cas échéant, les mesures prises par le gouvernement à l'encontre des coupables.

145. Lors de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement péruvien.



### Philippines

146. Le 9 juin 1986 a été adressée au Gouvernement philippin une lettre indiquant qu'en 1985 plus de 700 personnes auraient été tuées dans différentes régions des Philippines et, en particulier, dans l'île de Mindanao par des groupes militaires et paramilitaires, sous le commandement de l'armée régulière. Les victimes, qui seraient issues de milieux très variés, avaient été ou bien exécutées sommairement ou trouvées mortes après avoir été arrêtées ou enlevées.

147. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois a demandé des renseignements sur le règlement et les pratiques imposés aux agents de la force publique et aux militaires pour assurer la protection adéquate du droit à la vie de chacun.

148. Le 14 novembre 1986 a été reçue de la mission permanente des Philippines auprès de l'Office des Nations Unies à Genève une réponse faisant état du fait qu'un Comité présidentiel des droits de l'homme, créé en mai 1986, avait examiné les cas signalés par le Rapporteur spécial et que le Comité était présentement saisi d'un certain nombre d'entre eux. Le Comité, qui avait relevé 96 autres cas, avait constitué des équipes d'établissement des faits. Celles-ci devaient enquêter sur les allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires et la Présidente avait rendu une ordonnance réglementant la formation et l'instruction du personnel responsable de l'application des lois en matière de droits de l'homme. Le Rapporteur spécial a été informé que les conclusions des enquêtes effectuées et toutes précisions sur les mesures supplémentaires qui seraient prises pour assurer le respect des droits de l'homme lui seraient communiquées dès que possible.

### Afrique du Sud

149. Le 25 juillet 1986 a été adressée au Gouvernement sud-africain une lettre à propos du grand nombre de morts qui seraient survenues en 1985 et dans la première moitié de l'année 1986, en particulier dans des banlieues noires. La lettre soulignait la recrudescence des morts, en particulier après la proclamation de reprise de l'état d'urgence, le 12 juin 1986, nombre d'entre elles étant attribuées à des "incidents liés aux troubles". Pour une large part, les morts signalées avaient eu lieu pendant l'état d'urgence, entre le 20 juillet 1985 et le 7 mars 1986. Elles étaient dues à un certain nombre de causes, mais découlaient essentiellement de l'action des forces de sécurité, de heurts entre groupes rivaux au sein de la population noire, de coups de feu tirés pendant des manifestations et d'attaques arbitraires - sévices, cocktails Molotov lancés sur des maisons, supplice du "collier" infligé par des groupes armés de "vigilants" et par des foules non organisées. Il était dit dans la lettre que 41 % des morts enregistrées en mai 1986 seraient attribuables à des affrontements entre groupes de Noirs et 22 % à la force exercée par les services de sécurité. Les "troubles" survenus dans les banlieues noires, - Alexandra en février 1986 et Crossroads à la fin de mai et au début de juin 1986, entre autres - ont été rappelés, 22 personnes seraient mortes à Alexandra et 44 à Crossroads. Il a été fait mention dans ce contexte des activités des "vigilants", qui auraient l'appui ou l'assentiment des forces de sécurité lorsqu'ils impliquent le supplice du collier ou attaquent des maisons appartenant à des militants de la lutte contre l'apartheid.

150. Le 31 octobre 1986 a été adressée au Gouvernement sud-africain une nouvelle lettre où le Rapporteur spécial, rappelant sa lettre du 25 juillet 1986, déclarait qu'on avait porté à sa connaissance d'autres faits ayant entraîné la mort de plusieurs personnes. Le Rapporteur spécial transmettait un certain nombre d'allégations et réitérait sa demande de renseignements sur les mesures prises par le gouvernement pour assurer la protection adéquate du droit à la vie de chacun. Entre la proclamation de l'état d'urgence, le 12 juin, et la fin d'octobre 1986, plus de 300 personnes avaient perdu la vie dans les nombreux épisodes de troubles qui avaient secoué les banlieues noires après des heurts entre factions tribales et l'intervention des forces de sécurité. Ainsi à Soweto, les 26 et 27 août 1986, 21 personnes avaient péri alors que les autorités tentaient d'expulser des locataires qui avaient organisé un boycottage des loyers.

151. Le Rapporteur spécial a demandé des renseignements détaillés sur les morts signalées, y compris sur les circonstances dans lesquelles elles s'étaient produites. Il a aussi demandé si une enquête avait été effectuée pour établir les responsabilités et quelles étaient, le cas échéant, les mesures que le gouvernement avait prises à l'encontre des coupables.

152. Dans ses lettres, le Rapporteur spécial s'est référé à l'article 16 du règlement relatif au Public Safety Act (Loi sur la sécurité publique) de 1953, qui accorde l'immunité aux agents de l'Etat pour "tout acte fait de bonne foi ... dans l'exécution d'un ordre ... ou réalisé par une personne dans l'accomplissement de sa tâche, l'exercice de son autorité ou celui de ses fonctions", l'article 3 qui autorise les agents de la force publique à procéder à des arrestations sans mandat et à détenir des personnes au secret pendant de longues périodes, l'article 10 qui interdit "toute déclaration subversive", ainsi que les ordonnances rendues par la suite et qui interdisent aux médias de relater librement les troubles. L'attention a été appelée en particulier sur deux projets de loi qui avaient été déposés, l'un portant modification de la Loi relative à la sécurité publique et l'autre de la loi sur la sécurité intérieure.

153. Le Rapporteur spécial a demandé des renseignements détaillés sur les morts signalées, y compris sur les circonstances dans lesquelles elles s'étaient produites. Il a demandé aussi si une enquête avait été effectuée pour établir les responsabilités et quelles étaient, le cas échéant, les mesures que le gouvernement avait prises à l'encontre des coupables.

154. Lors de l'établissement du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue du Gouvernement sud-africain.

#### Sri Lanka

155. Le 7 janvier 1987, le représentant de Sri Lanka a rencontré le Rapporteur spécial à qui il a transmis un aide-mémoire sur la poursuite des troubles au cours desquels plusieurs civils avaient été tués, soit par les forces de sécurité soit par des groupes d'opposition armés, ainsi que sur les faits nouveaux survenus dans le pays.

156. D'après cet aide-mémoire, bien que des négociations en vue d'un règlement politique aient été engagées entre le gouvernement et les groupes tamouls, avec les bons offices du Gouvernement indien, aucun accord n'avait été conclu. Une Commission pour l'élimination de la discrimination et la surveillance du respect des droits fondamentaux avait été créée pour compléter les institutions existantes - Cour suprême et ombudsman notamment - et assurer de manière moins rigide la réparation des torts causés en cas de violation des droits fondamentaux. Pour mener ses enquêtes sur les actes de discrimination signalés, examiner les plaintes et s'acquitter de sa tâche de conciliation, la Commission a été habilitée à faire des sommations et à recevoir des dépositions. Elle a aussi été autorisée à prendre toute mesure qui pourrait être demandée par la Cour suprême sur toute question ayant trait à une requête présentée à celle-ci, la Commission a par ailleurs le pouvoir de rechercher les personnes disparues. L'aide-mémoire fait en outre état de "violences terroristes" qui auraient coûté la vie à 221 membres des forces de sécurité et à 638 civils au cours de la période allant du 1er janvier au 27 novembre 1986 et d'allégations inexactes ou fausses portées à cette occasion contre le gouvernement à propos de meurtres et de disparitions. L'aide-mémoire souligne enfin que la législation sri-lankaise prévoit des procédures judiciaires pour obtenir réparation, y compris des actions en habeas corpus.

157. Etaient joints à l'aide-mémoire les documents suivants : texte de la déclaration faite le 25 juin 1986 à la Conférence des partis politiques, par le Président de Sri Lanka qui annonçait des propositions en vue de l'octroi aux conseils provinciaux, note explicative concernant la Commission pour l'élimination de la discrimination et la surveillance du respect des droits fondamentaux, rapport d'enquête daté du 22 janvier 1986, à propos de la mort de neuf personnes survenue à Mannar le 5 janvier 1985, dans des locaux de l'église Vankalai.

158. Le Rapporteur spécial s'est renseigné sur des incidents qui avaient eu lieu en 1986 et auxquels auraient été mêlées les forces de police, en particulier sur un incident survenu le 25 janvier 1986 au cours duquel 12 voyageurs avaient été tués en gare de Kilinochchi et sur un autre incident qui, le 19 février 1986, avait fait 60 morts, à Udumankulam, dans le district d'Amparai.

159. Le 9 janvier 1987, le Rapporteur spécial a reçu des précisions sur ces deux incidents. Les conclusions de la Haute Cour et du Procureur général lui seraient communiquées dès que possible.

#### Venezuela

160. Le 29 octobre 1986 a été adressée au Gouvernement vénézuélien une lettre indiquant que le Rapporteur spécial avait appris que, le 8 mai 1986, des membres des forces de sécurité avaient tué neuf civils près du village de Yumare, dans l'Etat de Yaracuy. Selon les premiers renseignements reçus, ces personnes étaient mortes au cours d'un affrontement avec les forces de sécurité, il avait été allégué par la suite, sur la base de certains indices, que les victimes, qui n'offraient aucune résistance, avaient été tuées par du personnel de sécurité. L'affaire était instruite par des tribunaux militaires.

161. Le Rapporteur spécial, se référant au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois a demandé des renseignements détaillés sur les morts signalées, y compris sur les circonstances dans lesquelles elles étaient survenues. Il a demandé aussi si une enquête avait été effectuée pour établir les responsabilités et quelles étaient, le cas échéant, les mesures que le gouvernement avaient prises à l'encontre des coupables et s'il s'était produit des faits nouveaux depuis que l'affaire avait été portée devant les tribunaux militaires.

162. Le 22 décembre 1986, le représentant permanent par interim du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a transmis une réponse dans laquelle son gouvernement réaffirmait son respect absolu du droit à la vie et rappelait la protection constitutionnelle dont ce droit faisait l'objet. Les allégations transmises par le Rapporteur spécial portaient sur des incidents qui s'étaient produits à la suite des actions de groupes armés ; c'est à ceux-ci qu'étaient attribuables les morts signalées par le Rapporteur spécial et les graves blessures infligées au commandant des forces de sécurité. Des armes, du matériel militaire et d'autres éléments découverts par la suite avaient confirmé qu'il existait des liens politiques entre les groupes visés et des groupes similaires, en Colombie. Cette affaire avait fait grand bruit, tout comme l'enquête qu'avaient effectuée les organes exécutifs appropriés. Le gouvernement était convaincu qu'en l'occurrence les principes constitutionnels et les garanties juridiques applicables avaient été respectés.

163. Le 9 janvier 1987, le représentant permanent du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a vu le Rapporteur spécial à propos de l'incident exposé au paragraphe 160. Le Rapporteur spécial, après avoir remercié le gouvernement vénézuélien de sa réponse, a demandé de plus amples renseignements sur l'état présent de l'enquête ainsi que sur les mécanismes et procédures adoptés en la matière.

#### Zimbabwe

164. Le 29 octobre 1986 a été adressée au Gouvernement zimbabwéen une lettre concernant un certain nombre de morts survenues en prison à la suite de tortures et apportant des précisions sur trois affaires.

165. Le Rapporteur spécial, se référant à l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et au Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois a demandé des renseignements sur les mesures prises par le gouvernement pour assurer la protection adéquate du droit à la vie de chacun et, en particulier, une information précise sur les morts signalées, ainsi que sur les circonstances dans lesquelles elles étaient survenues. Il a aussi demandé si une enquête avait été effectuée pour établir les responsabilités et quelles étaient, le cas échéant, les mesures que le gouvernement avaient prises à l'encontre des coupables.

166. Lors de l'établissement du présent rapport, il n'avait été reçu aucune réponse du Gouvernement zimbabwéen.

### III. ANALYSE DES PHENOMENES

167. Dans son dernier rapport (E/CN.4/1986/21, chapitre III), le Rapporteur spécial a décrit les trois situations types dans lesquelles se produisaient le plus souvent les exécutions sommaires ou arbitraires et il a demandé qu'on accorde une attention particulière à ces "phénomènes graves".

168. Ces trois types de situation sont les suivants : a) les meurtres commis dans des cas de conflit armé interne, b) les meurtres dus à un emploi abusif ou illégal de la force par les responsables de l'application des lois, c) les décès en cours de détention.

169. Les informations reçues au cours de la période que couvre le présent mandat indiquent que ces trois types de situation persistent de manière alarmante. C'est pourquoi le Rapporteur spécial réaffirme ce qu'il a dit auparavant sur le sujet.

170. Dans le présent rapport sont analysés deux problèmes qui se situent au coeur du phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires et qui se sont dégagés lorsque le Rapporteur spécial a examiné les allégations qu'il avait reçues. Ces problèmes sont les suivants : a) les décès survenus dans des circonstances suspectes ne font pas l'objet d'enquêtes et les coupables ne sont pas poursuivis et châtiés, b) les jugements débouchent sur des sentences de mort, alors qu'il n'existe pas de garanties adéquates pour protéger le droit à la vie. Par ailleurs, le Rapporteur spécial analyse la situation dans certains pays dont le gouvernement, depuis peu au pouvoir, s'est publiquement engagé à respecter les droits de l'homme.

#### A. Absence d'enquêtes, de poursuites ou de châtimement après des décès survenus dans des circonstances suspectes

171. Dans son dernier rapport (E/CN.4/1986/21, par. 209), le Rapporteur spécial écrivait que "l'une des façons dont les gouvernements peuvent montrer leur volonté de mettre un terme à ce phénomène odieux des exécutions arbitraires ou sommaires consiste à faire des recherches, à organiser des enquêtes, à poursuivre et à punir les personnes dont la culpabilité a été établie". Aussi, dans l'exercice de son présent mandat, a-t-il tenu à lier les allégations reçues aux dispositions pertinentes des instruments internationaux visés et à demander des renseignements précis sur les mesures prises pour enquêter sur les faits et établir les responsabilités. Lorsque c'était la législation nationale qui faisait l'objet des allégations reçues, il a voulu savoir si elle concordait avec le droit national fondamental ou avec les instruments internationaux.

172. La plupart des pays disposent de systèmes juridiques, judiciaires et administratifs permettant d'enquêter sur les causes de toute mort survenue dans des circonstances anormales, inhabituelles ou suspectes. Dans certains pays, lorsqu'il y a mort anormale, la loi exige qu'un rapport soit fait au "coroner" du lieu le plus proche, dans d'autres, le juge d'instruction ordonne de pratiquer une autopsie pour déterminer la cause de la mort et poursuivre les coupables. Dans certains pays, après l'enquête initiale de la police, le magistrat peut effectuer sa propre enquête et, s'il estime qu'il existe des preuves a priori permettant d'établir la responsabilité d'une personne, il peut recommander des poursuites. Dans tous les pays, le meurtre est un crime et quiconque a commis un meurtre peut être inculpé et reconnu coupable.

173. Dans les cas signalés où le responsable d'une mort était un simple civil, les procédures juridiques et judiciaires en vigueur ont été suivies, il a été procédé à une enquête et à une autopsie et ceux dont on établit la responsabilité ont été jugés, reconnus coupables et châtiés conformément à la loi.

174. En revanche, lorsque la mort constatée était le fait de la police, de l'armée ou d'autres organes chargés d'assurer le respect des lois ou de personnes agissant sous la protection de ceux-ci, les enquêtes ont été l'exception plutôt que la règle. Il est clair que les gouvernements répugnent à effectuer des enquêtes en pareilles circonstances, même lorsqu'il existe des témoins, et à punir les coupables, comme le montrent les exemples donnés dans les paragraphes ci-après [voir aussi E/CN.4/1983/16, par. 224 et 230 (4)]. Cela est dû soit à un manque de volonté politique, soit à un manque de moyens soit encore au fait que les meurtres ont été commis dans l'exécution de la politique du gouvernement ou avec la permission, expresse ou implicite, voire avec l'approbation de celui-ci.

175. Là où l'armée ou les autorités chargées de l'application des lois ont déclaré que les personnes tuées l'avaient été au cours d'affrontements entre les forces publiques et des groupes d'opposition armés, on a dans certains cas, accepté sans plus cette version des faits.

176. S'agissant de morts survenus au cours d'une arrestation ou en détention, du fait d'un recours abusif ou illégal à la force de la part de responsables de l'application des lois ou des autorités militaires, l'explication souvent donnée par les intéressés a été que les victimes étaient soupçonnées de délits et qu'elles avaient été tuées par balles alors qu'elles tentaient de s'échapper, résistaient à leur arrestation, ou participaient à des affrontements armés au cours desquels les agents de la force publique avaient usé de leur droit de légitime défense, ou bien encore qu'il s'agissait de gens détenus sous la garde de la police ou des autorités militaires et qui s'étaient suicidés ou étaient morts soudain de maladie. Ces explications étaient souvent acceptées sans plus ample informé, même lorsque rien ne venait les étayer, rapports d'autopsie y compris. Lorsqu'il y avait eu enquête, celle-ci avait souvent été effectuée par les autorités mêmes dont relevaient ceux sur qui pesaient des allégations de meurtres.

177. Il n'était pas rare qu'on ne procède ni à une autopsie ni à une enquête. En cas d'autopsie, le personnel médical n'était pas toujours à l'abri des menaces ou des pressions, il lui était donc d'autant plus difficile de présenter un rapport objectif et approfondi. Ainsi, dans plusieurs cas, il avait été établi de source indépendante que la mort était survenue à la suite de tortures, or, le rapport posthume ne mentionnait pas l'existence des traces de tortures sur le corps.

178. Dans un certain nombre de pays, l'organe auquel les autorités gouvernementales, y compris militaires ou chargées de l'application des lois, avaient confié l'enquête en le dotant d'un statut indépendant ou quasi indépendant, n'a pas en fait pu exercer cette indépendance ou s'est vu empêché d'entreprendre une enquête indépendante et approfondie, menant à des poursuites.

179. Dans plusieurs autres pays, les organes judiciaires, civils ou militaires, chargés de diriger l'enquête ont été soumis à des pressions ou au jeu des influences politiques. Les décisions des juges d'instruction n'ont pas été retenues par les instances supérieures en raison, allégué-t-on de pressions politiques.

180. A ce propos, le Rapporteur spécial rappelle son dernier rapport où il posait qu'il faut élaborer des normes internationales propres à garantir que des enquêtes seront menées dans tous les cas de mort suspecte et, en particulier, dans toutes les situations où les personnes en question étaient entre les mains des organes responsables de l'application des lois (E/CN.4/1986/21, par.209). Est aussi rappelée à ce propos la résolution 1986/36, relative aux exécutions sommaires ou arbitraires, dans laquelle, au paragraphe 7, le Conseil économique et social a pris note de la nécessité d'élaborer des normes internationales propres à garantir l'existence d'une législation et d'autres mesures internes efficaces pour que des enquêtes appropriées soient menées par des autorités compétentes dans tous les cas de mort suspecte et que soit notamment prévue une autopsie sérieuse et où (par. 8) le Rapporteur spécial a été invité à obtenir des renseignements auprès des organismes compétents des Nations Unies et d'autres organisations internationales et à examiner les éléments à inclure dans ces normes.

181. Le Rapporteur spécial constate avec satisfaction qu'il a déjà reçu des suggestions touchant les éléments à inclure dans ces normes. Bien que ces suggestions soient encore à l'étude et qu'il soit trop tôt pour les développer, il apparaît déjà clairement que les enquêtes visant à déterminer la cause et les circonstances de la mort doivent :

- a) être effectuées immédiatement après la constatation du décès,
- b) être entre prises par une personne (ou des personnes) ou une (des) autorité(s) indépendante(s), dont l'indépendance est garantie et qui sont à l'abri de mesures d'intimidation et de pressions.
- c) être approfondies, la (ou les) personne(s) ou l'organe chargé(s) de l'enquête doivent donc être dotés des pouvoirs nécessaires et bénéficier d'une assistance suffisante pour garantir un travail en profondeur,
- d) être impartiales et efficaces.

Les résultats de l'enquête et de l'autopsie doivent être par ailleurs consignés dans des documents rendus publics et dont des membres de la famille du défunt et toute personne intéressée puissent prendre connaissance.

B. Peines capitales prononcées à l'issue de procès menés sans garanties appropriées de protection du droit à la vie

182. Les victimes d'exécutions sommaires ou arbitraires sont presque toujours des personnes condamnées à la peine capitale après un procès au cours duquel leur droit à la vie de l'individu n'a pas été convenablement garanti. Comme les années précédentes, le Rapporteur spécial a reçu des informations sur des cas d'exécution dans de telles circonstances, que l'exécution ait déjà eu lieu ou qu'elle soit imminente.

183. Les garanties destinées à protéger les droits des accusés sont énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi, toute personne accusée a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, a le droit d'être présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie, le droit d'être informée des motifs de l'accusation portée contre elle, le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix, le droit d'avoir l'assistance d'un défenseur, le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge, le droit de ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable, le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi, et le droit de ne pas être poursuivi ou punie en raison d'une infraction pour laquelle elle a déjà été acquittée ou condamnée.

184. L'attention est appelée à cet égard sur les garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort, énoncées à l'annexe de la Résolution 1984/50 du Conseil économique et social, dont le paragraphe 5 se lit comme suit :

"La peine capitale ne peut être exécutée qu'en vertu d'un jugement final rendu par un tribunal compétent après une procédure juridique offrant toutes les garanties possibles pour assurer un procès équitable, garanties égales au moins à celles énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, y compris le droit de toute personne suspectée ou accusée d'un crime passible de la peine de mort de bénéficier d'une assistance judiciaire appropriée à tous les stades de la procédure".

185. Etant donné que les normes énoncées à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont été reprises dans la grande majorité des législations nationales, sont citées et approuvées dans un grand nombre de résolutions et de déclarations d'organismes internationaux et ont été expressément acceptées par une majorité importante des membres de la communauté internationale lorsqu'ils ont ratifié le Pacte, elles ont acquis le caractère de règles du droit international coutumier ayant force obligatoire pour tous les Etats, qu'ils aient ou non ratifié le Pacte.

186. Selon les informations reçues, les personnes condamnées à la peine capitale à l'issue de procès au cours desquels elles n'auraient pas bénéficié des garanties mentionnées plus haut auraient été jugées le plus souvent par des tribunaux spéciaux ne relevant pas du système judiciaire normal. Il s'agirait notamment de cours de sûreté de l'Etat, de tribunaux révolutionnaires, de cours martiales (d'exception) et de tribunaux militaires (d'exception).

187. La question générale des tribunaux d'exception a déjà été traitée dans les rapports précédents du Rapporteur spécial (par exemple, E/CN.4/1984/29, par. 130, et E/CN.4/1985/17, par. 41 à 45).

188. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial examine en particulier la question du droit de faire appel et du droit de solliciter la grâce ou la clémence. Dans un certain nombre de pays, ces deux droits sont l'objet d'une étonnante confusion, en particulier dans les affaires jugées en dehors du



système judiciaire normal, par des tribunaux spéciaux ou des tribunaux révolutionnaires. Le droit qu'a l'accusé de solliciter la clémence du chef de l'Etat ou du Conseil de l'Etat après avoir été condamné à la peine capitale par un tribunal ou une cour est assimilé au droit de faire appel ou à un droit équivalent.

189. Dans d'autres cas, le chef de l'Etat doit confirmer la condamnation prononcée par le tribunal avant exécution de la peine. Il peut également, après avoir confirmé la condamnation, gracier le condamné ou accorder une remise, une suspension ou une commutation de peine. On a donc soutenu que le chef de l'Etat, lorsqu'il exerçait son droit de confirmer la condamnation, jouait le rôle d'instance d'appel et que les dispositions du paragraphe 5 de l'article 14 et celles du paragraphe 4 de l'article 6 du Pacte étaient ainsi respectées. De l'avis du Rapporteur spécial, cette interprétation est erronée.

190. Le paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule que "toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi".

191. Le paragraphe 6 des garanties approuvées par le Conseil économique et social, qui figurent en annexe à la résolution 1984/50, se lit comme suit : "toute personne condamnée à mort a le droit de faire appel à une juridiction supérieure et des mesures devraient être prises pour que ces appels soient obligatoires".

192. Dans la grande majorité des pays, le droit de faire appel devant une instance supérieure est reconnu en droit pénal. L'objectif de la procédure d'appel est d'éviter ou de rectifier toute erreur, de fond ou de forme, portant sur l'interprétation des faits ou celle de la loi, qui pourrait se produire au cours de la procédure aboutissant à la décision finale du tribunal, afin de veiller à ce que la décision rendue et l'administration de la justice soient équitables et impartiales. Selon cette procédure, l'instance supérieure peut confirmer, infirmer ou modifier la décision du tribunal de première instance ou peut même demander un nouveau procès. Dans les cas où la peine capitale a été prononcée, la procédure d'appel est d'une importance cruciale étant donné la nature de la peine.

193. Conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte, le jugement doit être examiné par une juridiction supérieure, ce qui signifie qu'il ne peut être révisé par le tribunal même qui l'a prononcé. Il ne peut pas non plus être révisé par le pouvoir exécutif, ni par les autorités chargées de l'application de la loi martiale. Le tribunal d'instance supérieure doit avoir été créé par le pouvoir judiciaire du pays, être indépendant du pouvoir exécutif et être composé de juges compétents et impartiaux. L'expérience des divers pays a prouvé que, lorsqu'elle était appliquée selon les règles et associée à l'indépendance du pouvoir judiciaire, cette procédure d'examen judiciaire représentait le meilleur moyen d'assurer l'application équitable et impartiale de la loi et de limiter toute intervention ou pression de la part du pouvoir politique et/ou des forces de sécurité.

194. La procédure d'examen judiciaire ne doit pas être confondue avec le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine, y compris une décision du chef de l'exécutif.

195. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 6 du Pacte, "tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. L'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées".

196. Lorsque la condamnation a été confirmée par l'instance supérieure, la peine capitale peut faire l'objet d'un recours en grâce ou d'une demande de commutation auprès de l'instance qui, dans l'exécutif, est investie de ce pouvoir. La grâce consiste à absoudre entièrement le coupable et à supprimer la peine à laquelle il avait été condamné. La commutation est une réduction de la peine. Dans les deux cas il s'agit d'actes de clémence de la part du pouvoir exécutif, souvent dictés par des considérations humanitaires ou même par des raisons de convenance politique.

197. Le droit de faire appel auprès d'une instance supérieure et le droit de solliciter la grâce sont deux droits entièrement distincts. Comme le Comité des droits de l'homme créé en application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques l'a indiqué au paragraphe 7 de son observation générale 6 (16)<sup>1/</sup> sur l'article 6 du Pacte concernant la peine capitale :

"Les garanties d'ordre procédural prescrites dans le Pacte doivent être observées, y compris le droit à un jugement équitable rendu par un tribunal indépendant, la présomption d'innocence, les garanties minima de la défense et le droit de recourir à une instance supérieure. Ces droits s'ajoutent au droit particulier de solliciter la grâce ou la commutation de la peine".

#### C. Cas de pays dans lesquels la démocratie a été rétablie ou instaurée

198. Au cours des dernières années, un certain nombre de pays où des exécutions sommaires ou arbitraires avaient été fréquemment signalées ont connu d'importants changements politiques. Dans plusieurs pays, les gouvernements nouvellement mis en place ont reconnu publiquement que de graves problèmes liés aux droits de l'homme s'étaient posés sous les régimes précédents et se sont engagés à veiller au respect de ces droits. Dans certains cas, le nouveau gouvernement a entrepris des enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises par le régime précédent. Dans d'autres, le pouvoir législatif ou le pouvoir exécutif a créé une commission jouant le rôle d'organe consultatif chargé d'examiner les politiques relatives aux droits de l'homme en général, de formuler des recommandations, de donner des conseils et d'assurer la coordination dans ce domaine, ou encore de proposer une législation en matière de droits de l'homme, afin d'empêcher que de graves violations ne se produisent à nouveau.

---

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 40 (A/37/40), annexe V.

199. Les paragraphes ci-après contiennent une description des différents types de mesures prises dans quatre pays, à savoir le Guatemala, le Pérou, les Philippines et l'Ouganda. Il convient également de mentionner à cet égard le cas du Gouvernement argentin, qui a créé une commission chargée d'enquêter sur le grand nombre de disparitions survenues dans le pays, donnant ainsi un exemple qui a ensuite été suivi dans d'autres pays.

200. En décembre 1983, le nouveau Président argentin a ordonné le jugement par le Conseil suprême des forces armées des neuf membres des trois juntas militaires qui avaient été au pouvoir dans le pays entre 1976 et 1983, période au cours de laquelle de 6 000 à 9 000 personnes avaient disparu, ainsi que le jugement d'autres membres de l'armée, accusés d'avoir participé aux activités de lutte antisubversion.

201. Par le décret No 187/83 du 15 décembre 1983, le gouvernement a également créé la Commission nationale sur les disparitions qui avait pour mandat de recueillir des dépositions et des témoignages sur les disparitions et de les transmettre aux tribunaux s'ils se rapportaient à des délits qui avaient été commis. Elle était habilitée à enquêter sur le sort des personnes portées disparues et notamment à demander des renseignements aux institutions officielles, lesquelles étaient tenues de les fournir sous peine de sanctions, ainsi qu'à pénétrer dans les locaux de l'administration et de l'armée pour enquêter sur les disparitions.

202. La Commission était composée de 11 membres de toutes professions, nommés par le gouvernement, et était secondée par cinq secrétariats à Buenos Aires et par quatre délégations réparties dans le pays.

203. Le mandat de la Commission était à l'origine de six mois, mais il a été porté à neuf mois. La Commission a présenté son rapport final au Président de la République le 20 septembre 1984.

204. Bien que la collaboration des autorités militaires ait été pratiquement nulle, la Commission, pendant la durée de son mandat, a relevé 8 961 cas de disparitions, elle a recueilli des renseignements auprès d'officiers de police judiciaire, dans les dossiers des morgues, des salles mortuaires et des crématoires et a finalement porté à l'attention des tribunaux 80 cas concernant 1 091 personnes.

205. Le décret No 3090 de septembre 1984 a porté création, au sein du Ministère de l'intérieur, du sous-secrétariat aux droits de l'homme, qui devait être chargé des questions relatives aux droits de l'homme, y compris des disparitions.

206. En octobre 1984, la Cour d'appel nationale pour les affaires pénales et correctionnelles fédérales a décidé de dessaisir le Conseil suprême des forces armées du cas des neuf dirigeants militaires et d'instruire elle-même leur procès. En décembre 1985, la Cour a rendu son verdict. Deux des neuf dirigeants ont été reconnus coupables d'homicide, de mise en détention illégale, ainsi que d'autres violations des droits de l'homme, et ont été condamnés à la prison à vie, trois d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison allant de 4 ans et demi à 17 ans et les quatre autres ont été acquittés.

207. Les procès d'autres personnes accusées d'avoir joué un rôle dans les disparitions se sont poursuivis en 1986.

208. A tous les stades des enquêtes préliminaires, des poursuites et des procès, le gouvernement a appliqué les règles et les procédures en vigueur, plutôt que la législation d'exception ou la législation à effet rétroactif.

#### Guatemala

209. Au Guatemala, la Commission nationale des droits de l'homme et le Bureau du Procureur général pour les droits de l'homme ont été créés en 1985 en application des articles 273, 274 et 275 de la Constitution. Les mandats et les pouvoirs de la Commission et du Bureau du Procureur général ont été fixés par la loi.

210. La Commission est chargée d'étudier et de proposer des textes de loi visant à protéger les droits de l'homme. Elle doit également faire des recommandations au pouvoir exécutif, assurer la liaison avec les organismes internationaux et suivre la mise en oeuvre des lois adoptées. Elle doit en outre établir la liste des candidats au poste de procureur général aux droits de l'homme et transmettre au Congrès le rapport annuel du Procureur général.

211. La Commission est composée d'un élu de chacun des partis politiques représentés au Congrès.

212. Le Procureur général aux droits de l'homme est élu par le Congrès pour une période de cinq ans et représente l'autorité suprême en matière de droits de l'homme dans le pays. Son rôle consiste à promouvoir et à coordonner les mesures visant à assurer le bon déroulement de la procédure administrative et judiciaire, à recommander certaines modifications de la procédure administrative, à condamner publiquement les actes ou les comportements qui violent les droits constitutionnels, à entendre les plaintes déposées par tout particulier et à enquêter sur les cas de violation des droits de l'homme.

213. Dans le cadre de ses enquêtes, le Procureur a accès à tous les documents officiels en la possession des fonctionnaires, des autorités et des institutions et est en droit d'obtenir la collaboration de ces derniers, il peut citer toute personne ou tout fonctionnaire à comparaître devant lui, il peut exiger que les autorités renvoient tout fonctionnaire ou le suspendent de ses fonctions et il peut entamer des poursuites contre toute personne, tout fonctionnaire ou toute institution.

#### Pérou

214. Comme l'avait annoncé le Président nouvellement élu, une Commission pour la paix a été créée au Pérou en septembre 1985. La Commission devait servir d'organe consultatif rattaché au Bureau de la présidence et était composée de six personnalités représentant divers secteurs de la société. Les fonctions de la Commission ont été décrites en détail dans le dernier rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1986/21, par. 129 b)). L'une d'elles consistait à recueillir et à porter à l'attention des autorités les plaintes déposées concernant des violations des droits de l'homme, telles que meurtres, exécutions extrajudiciaires, disparitions, tortures et abus de pouvoir de la part des autorités. La Commission devait également conseiller le Président sur les mesures à prendre pour veiller au respect des droits de l'homme.

215. La Commission pour la paix a été dissoute par le gouvernement en vertu de la Résolution suprême 265-86-JUS du 5 septembre 1986 et, en vertu du décret suprême 012-86-JUS du même jour, le Conseil national des droits de l'homme a été créé.

216. Le Conseil a été créé au sein du Ministère de la justice afin de promouvoir la défense des droits de l'homme, de coordonner les mesures prises dans ce domaine et d'engager des consultations avec le pouvoir exécutif. Il est composé de neuf personnes, dont le Ministre de la justice, qui en est le président, des représentants des ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'éducation, des représentants de l'Eglise catholique du Pérou, des universités péruviennes et de la Fédération nationale des associations du barreau, ainsi qu'un représentant des organismes privés de défense des droits de l'homme.

217. Le Conseil est doté d'un secrétariat exécutif qui met en oeuvre les politiques et les mesures adoptées. Le Secrétaire exécutif est nommé en vertu d'une résolution suprême, sur recommandation du Ministre de la justice.

218. Pour s'acquitter de son mandat, le Conseil est habilité à créer des commissions et des groupes de travail, auxquels les services administratifs doivent donner l'appui voulu. Le règlement intérieur du Conseil est approuvé par le Ministre de la justice.

219. La résolution No 320.1-86-JUS du 5 décembre 1986 du Ministre de la justice contient le règlement relatif à l'organisation et aux fonctions du Conseil national des droits de l'homme. Selon ce règlement, les fonctions du Conseil sont les suivantes : diffuser les instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme, mettre au point un programme d'éducation en matière de droits de l'homme, effectuer des recherches et des études sur la protection des droits de l'homme au Pérou, formuler des propositions concernant la législation relative aux droits de l'homme et la révision des lois en vigueur, être en contact avec les représentants d'organisations internationales de défense des droits de l'homme et faire connaître les mesures prises au Pérou pour garantir le respect des droits fondamentaux.

#### Philippines

220. Aux Philippines, un Comité présidentiel des droits de l'homme a été créé en vertu du décret No 8 du 18 mars 1986. Le Comité, qui joue uniquement le rôle d'organe consultatif, est rattaché au Bureau de la présidence et est chargé essentiellement de conseiller le chef de l'Etat sur les questions concernant les droits de l'homme.

221. Le Comité est composé de sept personnes représentant divers secteurs de la société dont l'Officier principal de justice militaire.

222. Les fonctions du Comité sont notamment les suivantes :

a) Enquêter sur les violations des droits de l'homme commises par le passé ou plus récemment par des fonctionnaires ou des représentants du gouvernement ou par des personnes ayant exécuté leurs ordres, lorsqu'il reçoit des plaintes à ce sujet ou de sa propre initiative ou encore sur ordre de la présidence,

b) Transmettre ses conclusions au chef de l'Etat et les rendre publiques et proposer des mesures au gouvernement;

c) Proposer des procédures à suivre et des garanties à appliquer pour assurer la protection des droits de l'homme.

223. Dans le cadre de ses enquêtes, le Comité peut recueillir des témoignages sous serment, sommer toute personne à comparaître devant lui, à témoigner ou à lui fournir tout document, y compris des documents officiels et confidentiels, accorder à toute personne l'immunité contre toute poursuite que pourrait susciter son témoignage, poursuivre toute personne pour refus de comparaître et imposer des sanctions et demander à tout organe du pouvoir exécutif d'intervenir ou de procéder à des réformes.

224. Par l'ordonnance No 20, le Ministère de la défense nationale, les nouvelles forces armées des Philippines, les forces de l'ordre et les membres de la police nationale intégrée ont reçu pour instructions de faire de l'étude des questions relatives aux droits de l'homme une partie intégrante et indispensable des programmes d'enseignement et de formation destinés à tous les membres du personnel de la police, de l'armée et autre personnel chargé des arrestations et des enquêtes, en particulier le personnel préposé à la surveillance des détenus et des condamnés.

225. Les membres du Comité et leurs collaborateurs bénéficient de l'immunité accordée par la Présidente dans l'exercice de leurs fonctions, et de leurs pouvoirs.

#### Ouganda

226. Le 16 mai 1986, le Ministre ougandais de la justice a créé une Commission d'enquête en vertu du Commission of Inquiry Act, chargée d'enquêter sur tous les cas de violations des droits de l'homme, d'infractions à la loi et d'abus de pouvoir commis en Ouganda par les régimes au pouvoir, leurs personnels, agents ou institutions, au cours de la période allant du 9 octobre 1962 au 25 janvier 1986, la Commission devait également examiner les moyens d'empêcher que des actes de ce type ne se reproduisent, notamment en enquêtant sur les causes et les circonstances des massacres et de tous les actes ou omissions ayant entraîné la privation arbitraire de vie, commis sur l'ensemble du territoire ougandais.

227. La Commission est composée de six membres de professions diverses nommés par le Ministre de la justice et est présidée par un juge.

228. La Commission peut citer tous les témoins et demander toutes les informations qu'elle juge nécessaires et recevoir le concours de toute personne, selon qu'elle l'estime utile. Les règles en matière de preuve s'appliquent dans toute la mesure possible.

229. La Commission fait rapport au Ministère de la justice et formule des recommandations.

\* \* \*

230. Les dispositions décrites ci-dessus diffèrent pour ce qui est de la composition, du mandat et des pouvoirs des organes créés.

231. Tous les organes précités exercent des fonctions consultatives, mais trois d'entre eux sont habilités à enquêter sur les cas de violation des droits de l'homme, y compris à citer des témoins à comparaître et à recueillir des témoignages sous peine de sanctions.

232. Outre la création d'organes de défense des droits de l'homme, les gouvernements de quelques pays ont entrepris d'étudier leurs forces de sécurité et de police, de les réorganiser et de les former, en mettant l'accent sur le respect des droits de l'homme. A cette fin, certains d'entre eux recherchent à l'extérieur des conseils techniques ou spécialisés, ainsi qu'une assistance matérielle.

233. Les résultats des dispositions prises dans ces quatre pays ne sont pas encore évidents. Bien que certains des organes récemment créés aient apparemment commencé leurs travaux, aucun rapport officiel n'a encore été présenté. Il semble que ces organes aient parfois éprouvé certaines difficultés. En outre, bien que des améliorations soient souvent constatées, la situation générale des droits de l'homme dans certains pays reste précaire.

234. Un certain nombre de gouvernements ont effectivement confirmé qu'ils éprouvaient des difficultés à se doter des moyens de rétablir ou de renforcer le respect des droits de l'homme, en particulier le droit à la vie, par exemple dans les domaines ci-après :

- a) Rétablissement des structures ou de l'infrastructure administratives qui avaient été détruites ou mise en place de structures nouvelles,
- b) Obtention du personnel expérimenté et formé, de l'appui logistique et des moyens matériels nécessaires, dont l'absence empêche les organes d'enquête de s'acquitter efficacement de leurs fonctions,
- c) Coopération des forces de sécurité ou de police lors des enquêtes sur les cas de violation des droits de l'homme dans lesquels ces forces seraient impliquées,
- d) Agissements des militaires qui échappent encore au contrôle du gouvernement. Dans certains pays, l'armée continuerait à commettre des abus, même après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement,
- e) Existence de situations de conflit interne, dans lesquelles des groupes d'opposition armés refusent de mettre un terme à leurs activités de guérilla.

## IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

235. Comme il ressort de ce qui précède, l'exécution du mandat du Rapporteur spécial au cours de la période considérée s'est traduite par une activité accrue par rapport aux années précédentes. Outre des renseignements de sources diverses intéressant son mandat, le Rapporteur spécial a été informé de plusieurs cas d'exécutions imminentes, qui constitueraient des exécutions sommaires ou arbitraires et qui, selon les auteurs de ces allégations, exigeaient qu'il intervienne d'urgence à des fins humanitaires. Le Rapporteur spécial a suivi la même méthode que par le passé, les informations concernant des cas où le droit à la vie pouvait être menacé ont été communiquées aux gouvernements en cause pour qu'ils formulent leurs observations et indiquent, le cas échéant, les mesures prises, les cas jugés à première vue urgents ont été portés à l'attention des gouvernements intéressés par télégramme.

236. Comme l'indique le chapitre I ci-dessus, ces activités ont été très diverses et dans plusieurs cas ont amené les autorités en cause à répondre au Rapporteur spécial et/ou à le consulter. La première conclusion à tirer est donc que le rôle du Rapporteur spécial continue à susciter de plus en plus d'intérêt auprès des gouvernements et d'autres parties d'où une compréhension nettement accrue des causes du phénomène de l'exécution sommaire ou arbitraire. Le Rapporteur spécial espère que cette tendance se poursuivra et que des mesures de plus en plus concrètes seront prises pour résoudre les problèmes à l'origine de ce phénomène. Dans d'autres cas, toutefois, en particulier lorsqu'il s'agissait d'appels urgents, les réactions n'ont pas été aussi nombreuses, ni aussi rapides que le Rapporteur spécial l'aurait souhaité, bien qu'il ait parfois appris par ailleurs que son appel avait bien été entendu et suivi de mesures.

237. Dans deux cas, le Rapporteur spécial a pu prendre des dispositions concrètes pour être plus au fait de situations relevant de son mandat : des auditions conjointes ont eu lieu à Lusaka du 4 au 16 août 1986 avec le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe et une visite a été organisée en Ouganda du 17 au 20 août 1986, dans le cadre des activités de la Commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme qui a été créée par le gouvernement, comme celui-ci l'avait annoncé par l'entremise de son Minsitre des affaires étrangères à la Commission des droits de l'homme en 1986.

238. Le présent rapport fait apparaître un fait essentiel : le phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires persiste dans toutes les régions, bien que les causes identifiées dans ce rapport et ceux qui l'ont précédé soient diverses, la situation de conflit armé existant dans un certain nombre de pays est à l'origine des pertes les plus lourdes parmi la population non directement impliquée dans ces conflits. En dépit des normes internationales de conduite en vigueur en cas de conflit armé et des appels lancés à maintes reprises par des organismes internationaux et régionaux aux parties aux conflits pour qu'elles respectent le droit à la vie des civils innocents, le nombre de victimes reste considérable. De l'avis du Rapporteur spécial, cette situation est due à un manque fondamental de compréhension et de respect du droit à la vie de la part des responsables de la conduite des opérations militaires dans ces conflits.



239. La deuxième cause importante de pertes de vies humaines est la violence aveugle, telle que celle qui caractérise les actes de "terrorisme", dont les victimes sont très souvent des civils innocents. La période considérée a été marquée par plusieurs problèmes de cette nature, dont l'origine est là encore l'absence fondamentale de respect du droit à la vie. Il convient de noter à ce propos que le phénomène du "terrorisme" a conduit dans certains cas à des représailles ou des actes de répression de la part des organes de l'Etat responsables du maintien de l'ordre et de la sécurité, pour le Rapporteur spécial, un acte de terrorisme est un acte qui, quel qu'en soit l'auteur, a pour effet de susciter la terreur chez la victime. Les responsables du maintien de l'ordre doivent empêcher les organes de l'Etat et du gouvernement de commettre de tels actes avec la même énergie que lorsque ces actes sont commis par d'autres. Le Rapporteur spécial a relevé un grand nombre de cas dans lesquels le droit à la vie avait été menacé du fait de l'emploi illégal et abusif de la force par les responsables de l'application des lois, notamment, parfois par le personnel chargé de la surveillance des détenus. En outre, il a constaté avec regret qu'un grand nombre des cas de ce type portés à son attention soit n'avaient pas fait l'objet d'enquêtes, soit avaient fait l'objet d'enquêtes insuffisantes.

240. Les exécutions extrajudiciaires ou les exécutions à la suite de procès au cours desquels les droits de l'accusé n'ont pas été dûment protégés sont la troisième cause essentielle de non-respect du droit à la vie. Le Rapporteur spécial a fait observer que la plupart des cas ayant donné lieu à des appels urgents entraient dans cette catégorie.

241. Le Rapporteur spécial a noté une autre cause essentielle qui pourrait peut-être retenir davantage l'attention de la communauté internationale. Dans plusieurs cas, il est évident que le droit à la vie est constamment violé du fait que les autorités sont incapables de discipliner le groupe concerné et d'assurer le maintien de l'ordre et le respect du droit à la vie. Les pays récemment libérés de régimes non démocratiques ou dictatoriaux sont particulièrement vulnérables.

242. Le Rapporteur spécial formule ci-après quelques observations et suggestions concernant la situation exposée plus haut.

243. S'agissant des cas de conflits internes, le Rapporteur spécial a mentionné dans son dernier rapport (E/CN.4/1986/21, par. 167 à 169) le phénomène de la polarisation des divers groupes sociaux et la nécessité d'éliminer les causes qui incitent ces groupes à prendre les armes, l'un des moyens d'éliminer cette polarisation était à son avis que le gouvernement inaugure une politique authentique et délibérée de réconciliation nationale. Le Rapporteur spécial est conscient des efforts déployés par les gouvernements et les groupes d'opposition dans un certain nombre de pays et suit avec grand intérêt les résultats de ces efforts.

244. Pour ce qui est des décès dus à l'emploi illégal ou abusif de la force par les services de sécurité, les forces de l'ordre ou d'autres agents du gouvernement, le Rapporteur spécial a donné des détails, à la section A du chapitre III de son rapport sur l'insuffisance des enquêtes menées et recommandé que des normes soient élaborées d'urgence pour qu'il soit dûment procédé à une enquête dans tous les cas de décès survenus dans des

circonstances douteuses. Au cours de son mandat, le Rapporteur spécial a reçu certaines propositions sur les procédures que les autorités devraient suivre dans les enquêtes de ce type, notamment sur les dispositions à prendre en matière d'autopsie et les mesures connexes de prévention que les gouvernements devraient adopter. Il invite les gouvernements et les organisations à formuler d'autres suggestions et propositions à ce sujet. L'expérience acquise par les gouvernements est utile et devrait être portée à la connaissance du Rapporteur spécial.

245. Pour ce qui est de la peine de mort prononcée à l'issue d'un procès au cours duquel les droits de l'accusé n'ont pas été pleinement garantis, le Rapporteur spécial souhaite appeler de nouveau l'attention sur les articles 6 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que sur la résolution 1984/50 du Conseil économique et social, intitulée "Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort". Comme il est indiqué clairement à la section B du chapitre III du présent rapport, les garanties de procédure énoncées en annexe à la résolution susmentionnée doivent être dûment appliquées.

246. Compte tenu de ces conclusions, le Rapporteur spécial souhaite présenter à la Commission les recommandations ci-après :

a) Les gouvernements devraient :

- i) Ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, y compris le Protocole facultatif s'y rapportant, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,
- ii) Passer en revue la législation et la réglementation nationales afin de renforcer les mesures visant à prévenir les décès dus à l'emploi illégal ou abusif de la force par les services de sécurité, les forces de l'ordre ou d'autres agents du gouvernement,
- iii) Réviser les procédures d'enquête sur les décès survenus dans des circonstances douteuses afin d'assurer des enquêtes impartiales et indépendantes sur ces cas, y compris une autopsie appropriée,
- iv) Examiner les procédures des tribunaux, notamment des tribunaux d'exception, afin de veiller à ce qu'elles prévoient des garanties suffisantes pour protéger les droits de l'accusé, conformément aux dispositions des instruments internationaux pertinents,
- v) Mettre l'accent sur l'importance du droit à la vie dans la formation de tous les responsables de l'application des lois et leur inculquer la notion de respect de la vie,

b) Les organisations internationales devraient :

- i) Intensifier leur coopération en ce qui concerne les problèmes immédiats et les causes profondes des exécutions sommaires ou arbitraires, en particulier en échangeant des informations, des publications, des études, des connaissances spécialisées, etc.;
- ii) Prendre des mesures concertées pour élaborer des normes internationales visant à assurer qu'en cas de décès survenus dans des circonstances douteuses, les autorités compétentes procèdent dûment à une enquête et notamment à l'autopsie.

247. En outre, les gouvernements devraient prendre des mesures, individuellement et collectivement, pour appuyer et encourager les initiatives de paix et le règlement politique des conflits armés. Ils devraient également être invités à prendre des mesures appropriées et efficaces, aux niveaux national, régional et international, pour lutter contre le terrorisme et les actes commis par les terroristes.

248. Par ailleurs, les gouvernements devraient être encouragés à conclure des accords bilatéraux ou régionaux afin de se prêter mutuellement assistance et de coopérer pour que les autorités nationales soient mieux à même de garantir le respect du droit à la vie. Au niveau international, les organismes des Nations Unies devraient s'efforcer d'aider les gouvernements à rétablir l'infrastructure nécessaire pour que les autorités compétentes puissent s'acquitter effectivement de l'obligation fondamentale qu'elles ont de protéger le droit à la vie des individus dans la société.

249. De l'avis du Rapporteur spécial, c'est ainsi que la communauté internationale parviendra à appliquer des mesures efficaces de lutte contre les violations des droits de l'homme telles qu'elles sont décrites dans le présent rapport.

Annexe I

AUDITIONS CONJOINTES SUR LA SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE  
(4-15 août 1986)

1. Comme il est indiqué dans le rapport présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-deuxième session (E/CN.4/1986/21, par. 56), le Rapporteur spécial et le Président du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe se sont retrouvés à Lusaka (Zambie) en novembre 1985 pour y procéder à des auditions conjointes sur la situation en Afrique australe.
2. Compte tenu des nombreux cas de décès qui continuaient à être signalés en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que de la gravité des allégations de non-respect du droit à la vie portées à la connaissance du Rapporteur spécial depuis les auditions conjointes susmentionnées, le Rapporteur spécial et le Groupe spécial d'experts ont décidé de procéder à d'autres auditions conjointes en août 1986.
3. Les auditions ont eu lieu à Lusaka (Zambie) du 4 au 15 août 1986. Auparavant, des invitations avaient été adressées à un certain nombre de personnes en Afrique du Sud, en Namibie et ailleurs, dont on pensait qu'elles pouvaient avoir une connaissance et une expérience directes de la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud et en Namibie.
4. En dépit d'énormes difficultés dues à la déclaration de l'état d'urgence en Afrique du Sud le 9 juin 1986, le Rapporteur spécial et le Groupe spécial ont recueilli des renseignements qui ont été présentés oralement et par écrit.
5. Le Rapporteur spécial a pris note des informations fournies, concernant en particulier les décès survenus à la suite d'"incidents liés à des troubles", d'interventions de la police et des forces de sécurité et d'actes de groupes armés appelés "vigilants". A cet égard, il est fait mention du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe (E/CN.4/1987/...). Etant donné que la situation en Afrique du Sud concernant le droit à la vie reste grave, le Rapporteur spécial estime qu'il serait utile d'organiser d'autres auditions conjointes ou consultations analogues, afin d'examiner de près la situation en Afrique du Sud et en Namibie et de faire rapport à la Commission des droits de l'homme sur toute évolution de la situation, sur la base d'informations récentes et de première main.

Annexe II

VISITE EN OUGANDA  
(17-20 août 1986)

1. On se souvient que, le 31 octobre 1984 et le 25 juillet 1985, le Rapporteur spécial avait adressé au Gouvernement ougandais des lettres transmettant un résumé d'allégations de violations du droit à la vie. Aucune réponse n'ayant été reçue, un rappel a été envoyé le 19 juin 1986. Les allégations en question ont été dûment mentionnées dans le rapport présenté par le Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-deuxième session (E/CN.4/1986/21, par. 94 et 95 et 142 et 143).
2. Le 6 mars 1986, le Ministre ougandais des affaires étrangères, M. I. Mukiibi, a annoncé à la Commission des droits de l'homme que son gouvernement avait l'intention de créer une commission d'enquête chargée d'examiner les cas de violation des droits de l'homme en Ouganda.
3. En conséquence, le 21 juillet 1986, le Rapporteur spécial a adressé un message au Ministre des affaires étrangères, rappelant son échange de correspondance avec le Gouvernement ougandais, ainsi que la déclaration du Ministre et l'annonce de la création de la Commission d'enquête en mai 1986, il a en outre proposé de se rendre en Ouganda afin d'enquêter sur les allégations qu'il avait reçues et de s'informer des fonctions et des travaux de la Commission d'enquête. Le Rapporteur spécial a proposé de rencontrer des représentants du gouvernement, des membres de la Commission et d'autres particuliers ou groupes, ainsi que de se rendre dans toutes les régions où s'étaient produits des événements relevant de son mandat.
4. Le 30 juillet 1986, le gouvernement a fait savoir qu'il était disposé à accueillir le Rapporteur spécial et a proposé un programme de travail correspondant aux suggestions de celui-ci.
5. Le Rapporteur spécial s'est rendu en Ouganda du 17 au 20 août 1986.
6. Au cours de son séjour dans le pays, le Rapporteur spécial s'est entretenu notamment avec les personnalités ci-après : a) le Ministre des affaires étrangères, M. I. Mukiibi, qui a décrit la situation des droits de l'homme en Ouganda avant l'arrivée du nouveau gouvernement et exposé la politique gouvernementale de respect de la légalité et des droits de l'homme, ainsi que les raisons de la création de la Commission d'enquête sur les violations des droits de l'homme, b) le juge W. Wombuzi, Président de la Cour suprême de l'Ouganda, qui a souligné que le gouvernement actuel s'était engagé à promouvoir et à maintenir le respect de la légalité, c) le Ministre de l'intérieur, M. P. Ssmogerere, qui a décrit les efforts déployés par son ministère pour assurer le relèvement du pays, en particulier en ce qui concerne la réorganisation, le recrutement et la formation des forces de police, qui ont été pratiquement entièrement renouvelées, d) le Ministre de la justice et Procureur général, M. J. Mulenga, qui a informé le Rapporteur spécial des mesures prévues par les autorités pour traiter des allégations relatives au non-respect du droit à la vie et d'autres droits fondamentaux, du rétablissement de la légalité et des raisons pour lesquelles la Commission d'enquête avait été créée, e) le juge A. Oder, président de la Commission d'enquête, qui a donné des précisions sur la Commission, en particulier

sur son mandat, sa composition, la procédure suivie, son personnel, ses problèmes et l'aide qu'elle espérait recevoir de la communauté internationale; f) M. Kayondo, Président du barreau ougandais, qui a exposé les difficultés auxquelles les avocats s'étaient heurtés dans les années précédentes et décrit les changements opérés par le nouveau gouvernement. Le Rapporteur spécial a également assisté à la séance inaugurale de la Commission d'enquête.

7. Le Rapporteur spécial a aussi entrepris une visite du "triangle de Lowero", zone située à environ 95 km au nord-ouest de Kampala. Il voulait ainsi reconnaître certains des lieux qui avaient été mentionnés dans les allégations qu'il avait portées à l'attention du Gouvernement ougandais en 1984 et 1985. Au cours des 15 ou 20 dernières années, plusieurs conflits se seraient produits dans cette région, d'où des allégations de violations graves des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec plusieurs personnes qui ont déclaré avoir été témoins d'incidents au cours desquels des civils innocents auraient été assassinés, pour la plupart au cours d'actes de représailles, il s'est rendu dans un grand nombre de lieux où des restes humains trouvés dans les environs avaient été rassemblés, prouvant ainsi que des massacres avaient été commis. Il ne fait aucun doute que cette région a été le théâtre de massacres et d'actes de destruction massive et systématique de la vie en général, de biens et de cultures, notamment, qui, pour certains ont pris des proportions de génocide. Le Rapporteur spécial a fait là une expérience qui restera gravée dans sa mémoire.

8. Le Rapporteur spécial a eu d'autres consultations avec le secrétaire de la Commission d'enquête, M. B. Oluka, qui a indiqué que la Commission avait besoin en priorité :

a) De documents de référence, en particulier de bibliographies et de publications concernant les violations des droits de l'homme et les poursuites dont de tels délits faisaient l'objet,

b) D'un appui logistique sous la forme de : i) deux Land Rover qui seraient mises à la disposition des enquêteurs de la Commission et ii) de moyens de transport pour le Président et les membres de la Commission, afin de faciliter leurs déplacements et de veiller à leur sécurité, tout en leur assurant une certaine indépendance, (selon les explications données, la nature des travaux de la Commission était telle que certains problèmes de sécurité pouvaient se poser, bien que les autorités se soient chargées d'assurer la protection de tous les intéressés),

c) De fournitures de bureau, qui faisaient gravement défaut en Ouganda, ce qui pouvait entraver considérablement les travaux de la Commission et de ses membres,

d) De matériel de bureau, en particulier d'une photocopieuse et de matériels de photographie, dont deux appareils de photo, des pellicules et du papier photographique.

9. Le Rapporteur spécial a souligné que des années de conflit interne avaient pratiquement immobilisé tous les secteurs du pays. Le respect du droit à la vie et des autres droits fondamentaux était inexistant. L'appareil judiciaire était paralysé. La présence des forces de police était purement symbolique. L'armée faisait la loi et s'était transformée en un instrument de

répression aux objectifs diamétralement opposés à la protection et à la défense de la population. L'ordre public était totalement inexistant. La situation matérielle dans le pays était manifestement très grave et il fallait d'urgence intervenir dans tous les secteurs de l'administration.

10. Le Rapporteur spécial a noté que, de l'avis général, l'actuel gouvernement était résolu à rétablir la paix dans le pays pour que la légalité et les droits de l'homme soient respectés et garantis. L'armée de résistance nationale avait prouvé son attachement à ces valeurs lorsque ses guérilleros luttèrent contre les régimes précédents. Dans son programme en dix points, elle donne la priorité au rétablissement du respect des droits de l'homme. La population semble donc convaincue que le gouvernement veillera au rétablissement de la dignité humaine et de la légalité qui n'était plus respectée depuis si longtemps.

11. Le gouvernement doit reconstituer entièrement les forces de police. Des milliers de membres des forces actuelles ont été soit mis à la retraite, soit renvoyés, soit démis de leurs fonctions par d'autres moyens. Au moment de la mission du Rapporteur spécial, le gouvernement avait l'intention de recruter 2 000 personnes en septembre 1986 et 2 000 autres en janvier 1987. Le Département de la police joue un rôle très important dans le rétablissement et le maintien de l'ordre. L'éducation et la formation du personnel de la police en matière de droits de l'homme jouent un rôle crucial. Le Ministre de l'intérieur a expressément demandé l'assistance de la communauté internationale dans ce domaine. Comme le Rapporteur spécial a eu l'occasion de le recommander par le passé (E/CN.4/1985/17, par. 79 (c)), les gouvernements doivent mettre sur pied des programmes de formation à l'intention des responsables de l'application des lois, mettant l'accent sur les dispositions d'instruments tels que le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Rapporteur spécial espère donc que la Commission sera en mesure d'aider le Gouvernement ougandais dans ce domaine.

12. La Commission d'enquête avait besoin de conseils d'experts dans plusieurs domaines, en particulier pour ce qui était de la définition des violations des droits de l'homme et les problèmes juridiques qui peuvent se poser lorsqu'il s'agit de veiller à ce que la justice soit faite dans le cadre des institutions juridiques en place et conformément aux principes établis du droit.

13. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial a constaté qu'aucun progrès ne pourrait être accompli si certaines conditions essentielles n'étaient pas remplies. Ainsi, la Commission serait dans l'incapacité totale de mener à bien ses enquêtes, si elle ne disposait pas de moyens de transport et de fournitures de bureau, y compris de matériel photographique.

14. Le Rapporteur spécial a eu l'occasion de noter que la situation en Ouganda faisait l'objet d'un examen dans le cadre du Programme de services consultatifs et que des efforts avaient été déployés dernièrement pour mettre sur pied un programme d'assistance technique dans le domaine des droits

de l'homme. Il semble que ces efforts n'aient pas jusqu'à présent été couronnés de succès et que les plans aient été abandonnés, sans que l'on sache vraiment à quel stade.

15. Le Rapporteur spécial espère qu'un programme d'assistance à l'Ouganda pourra être incorporé dans le programme du PNUD et il est prêt à cette fin, à fournir des avis sur les priorités à retenir dans les programmes envisagés pour promouvoir le respect des droits de l'homme.

16. Il est souhaitable et essentiel de maintenir et de renforcer les liens avec la Commission d'enquête, afin d'assurer la continuité de ses travaux et de lui fournir l'appui nécessaire pour réduire au minimum ses problèmes logistiques et lui donner plus d'efficacité.

17. Dans la situation actuelle, où la volonté de rétablir la légalité est évidente, et vu l'ampleur de cette tâche dans un pays habitué au non-respect de l'ordre public, l'élaboration d'un programme dans ce sens exige la plus grande attention. C'est pourquoi le Rapporteur spécial prie instamment la Commission des droits de l'homme de se pencher très sérieusement sur cette question et d'encourager la mise en oeuvre rapide et efficace d'un programme allant dans le sens des suggestions contenues dans le présent rapport.